



JOURNAL DES DEBATS

649

DU PARLEMENT DE LA RÉPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

No 20 – 2021

Séance

du mercredi 15 décembre 2021

Présidence : Katia Lehmann (PS), présidente

Secrétariat : Jean-Baptiste Maître, secrétaire général du
Parlement a.i

Ordre du jour :

9. Arrêté d'approbation du plan financier et de la planification des investissements pour la période 2022-2026
10. Motion no 1384
L'Etat jurassien : un employeur attractif et innovant. Alain Beuret (PVL)
11. Question écrite no 3416
Soutien, conseil et médiation : quels moyens à disposition du personnel de l'Etat ? Florence Chaignat (PS)
12. Motion no 1382
Orthographe rectifiée et langage épicène. Alain Schweingruber (PLR)
13. Question écrite no 3411
100% d'échec aux examens à la HEP-BEJUNE. Francine Stettler (UDC)
14. Question écrite no 3412
Plan d'étude et programme de cours dans la formation post-obligatoire : pour une école jurassienne ouverte au monde, citoyenne et durable. Christophe Schaffter (CS-POP)
15. Question écrite no 3418
Pools salivaires : quelles informations aux familles ? Gauthier Corbat (PDC)
25. Arrêté autorisant le Gouvernement à accorder une subvention cantonale et une subvention fédérale, au titre de la loi fédérale sur la politique régionale, à l'Association Basel Area Business & Innovation pour financer DayOne Tech durant les années 2022 à 2025
26. Arrêté portant octroi d'un crédit supplémentaire destiné au versement du solde dû par l'Etat pour l'investissement lié au centre de rééducation sur le site de Porrentruy de l'Hôpital du Jura
27. Modification de l'arrêté du 21 octobre 1998 fixant la con-

tribution financière des communes en faveur de Jura
Tourisme

28. Motion no 1379

Pour une aide accrue à l'Association jurassienne de protection des animaux (AJPA). Pierre-André Comte (PS)

30. Motion no 1385

Restauration collective : favorisons les produits locaux de saison. François Monin (PDC)

31. Question écrite no 3415

Protection des sols. Philippe Bassin (VERT-E-S)

(La séance est ouverte à 13.50 heures en présence de 60 députés.)

9. Arrêté d'approbation du plan financier et de la planification des investissements pour la période 2022-2026

Le Parlement de la République et Canton du Jura,

vu l'article 84, lettre e, de la Constitution cantonale,

vu les articles 18, 19, 20 et 63, lettres a et f, de la loi du 18 octobre 2000 sur les finances cantonales,

vu l'article 49, alinéa 5, du règlement du Parlement de la République et Canton du Jura du 30 septembre 2020,

arrête :

Article premier

Le plan financier pour la période 2022 - 2026 est approuvé.

Article 2

La planification des investissements pour la période 2022 - 2026 est approuvée.

Article 3

Afin de corriger la situation financière ainsi projetée, un programme de mesures appelé « Plan équilibre 22-26 » est mis en place dès à présent.

Gouvernement et minorité de la commission :

Article 4

¹ L'objectif de ce programme est de permettre la réalisation d'économies et l'augmentation de recettes pour l'équivalent global de 40 millions de francs par rapport au message du Gouvernement relatif au budget 2022 daté du 7 septembre 2021.

Majorité de la commission :

Article 4

¹ L'objectif de ce programme est de permettre la réalisation d'économies et l'augmentation de recettes pour atteindre l'équilibre financier en 2026 au plus tard.

² Les efforts porteront aussi bien sur les recettes que sur les charges.

³ Les mesures retenues sont mises en œuvre de manière à ce que leurs premiers effets financiers puissent être intégrés au budget 2023 et à ce qu'elles produisent la totalité de leurs effets financiers en 2026 au plus tard.

⁴ En fonction des mesures retenues, une reconsidération des investissements prévus par la planification des investissements est réservée.

Article 5

¹ Le Gouvernement associe la commission de gestion et des finances à l'élaboration du programme.

² La commission de gestion et des finances préavise les propositions soumises par le Gouvernement au Parlement.

Article 6

Le Parlement valide les mesures qui relèvent de sa compétence.

Article 7

Le présent arrêté entre en vigueur immédiatement.

La présidente :	Le secrétaire général :
Katia Lehmann	Jean-Baptiste Maître

La présidente : Une petite précision pour commencer. Tous les amendements acceptés lors des discussions sur le budget qui entraînent une modification de la planification financière sont automatiquement adoptés dans la PFI. Pour l'entrée en matière, je passe la parole au rapporteur de la commission, son président, Monsieur le député André Henzelin.

M. André Henzelin (PLR), rapporteur de la commission de gestion et des finances et président d'icelle : Conformément aux articles 17 à 20 de la loi sur les finances cantonales, le plan financier et la planification des investissements sont deux des outils de gestion de l'Etat. Effectivement, le plan financier sert de base à la planification continue des finances cantonales. Quant à la planification des investissements, elle indique la liste des dépenses importantes des investissements prévus par département, service et domaine durant

les cinq années concernées. L'arrêté qui nous est soumis aujourd'hui contient les deux éléments que je viens de décrire.

Le plan financier repose sur l'évolution attendue du compte de fonctionnement et de la planification des investissements pour les années 2022 à 2026. Il est un outil de direction stratégique qui sert de fil conducteur et de repère. Malheureusement il ne nous met pas à l'abri de surprises. Il peut aussi être influencé par des événements intérieurs ou extérieurs totalement imprévisibles aujourd'hui. Quant au degré de fiabilité, il décroît par rapport à l'avancement de la période envisagée. De plus, considérant le contexte actuel, les incertitudes s'avèrent sans doute encore plus élevées que lors du précédent plan financier. Il est bien entendu que les incertitudes pourraient avoir aussi bien des impacts financiers favorables que défavorables. Parmi ces derniers, je m'autorise à en relever deux qui ont une certaine influence dans le plan financier mais que, malheureusement, nous ne pouvons pas maîtriser. Le premier est relatif à la péréquation financière fédérale dont nous sommes financièrement très dépendants. Il faut donc souhaiter que le versement de cette contribution fédérale de 162 millions en 2022, qui est en baisse de plus de 7 millions, ne se poursuive pas à l'avenir. Par contre, ce qui précède démontre toutefois qu'il faut sans doute oublier les années où notre Canton pouvait recevoir jusqu'à 14 millions supplémentaires au titre de la RPT ! Quant au second impact financier, il a trait à la part au bénéfice de la Banque nationale suisse qui prend une certaine importance avec la comptabilisation d'un montant de 34 millions à partir de 2022. Effectivement, il s'agit d'une augmentation de 11 millions par rapport aux années 2020 et 2021 et de 23 millions par rapports aux précédentes. Nous ne pouvons donc pas ignorer qu'un retournement de situation constitue un risque potentiel majeur.

Il est bien entendu que les recettes fiscales demeurent aussi naturellement sous réserve de l'évolution conjoncturelle et de plus sanitaire. A ce sujet, nous savons que le niveau d'incertitude est actuellement élevé pour l'économie régionale d'une part et que les prévisions en matière économique n'ont pas de caractère scientifique d'autre part. Quant à l'évolution sanitaire, nous ne pouvons malheureusement qu'espérer qu'elle ne sera bientôt plus un sujet d'actualité.

Lors de l'élaboration du précédent plan financier de 2017 à 2021, je rappelle qu'il avait pu être tenu compte de prélèvements totalisant 17 millions sur la réserve pour politique budgétaire. Malheureusement, avec le prélèvement de 28,2 millions pour le budget 2021, nous ne disposons plus, aujourd'hui, de la possibilité de recourir à cette marge financière.

Dans mes propos je relèverai encore que le plan financier sera actualisé en tenant compte de l'intégration de la ville de Moutier. Les principaux paramètres et hypothèses qui ont été retenus par le Gouvernement pour l'établissement du plan financier sont développés aux pages 4 à 7 de son message et je vous laisse le soin de vous y référer. J'en fais de même avec les résultats qui sont développés aux pages 15 et 16. De ces dernières, je mentionnerai toutefois qu'elles font ressortir des déficits annuels conséquents, dont celui de 47,8 millions en 2024 et un degré d'autofinancement négatif durant cette période. Ce dernier signifie ainsi que la dette augmentera non seulement pour financer les investissements mais également les dépenses courantes. Elle pourrait ainsi dépasser les 600 millions en 2026. Par rapport à

l'estimation de la dette brute à fin 2021, il s'agit d'une augmentation conséquente de 215 millions. Par contre, je me dois aussi de relever que durant cette période de 5 ans, les charges financières ne progressent que de 5 millions à 5,2 millions en tenant compte des renouvellements d'emprunts à taux bas. A ce sujet, je précise que la structure actuelle de la dette assure à l'Etat qu'en cas de hausse brutale des taux d'intérêts sur le marché, elle n'engendre qu'une faible augmentation des charges financières.

La planification des investissements 2022-2026 respecte les dispositions de la loi sur les finances en indiquant la liste des dépenses importantes d'investissement par projet, par secteur et par service. Toutefois, il y a lieu de rappeler ici que la planification des investissements fournit le cadre de référence pour l'activité de l'Etat et l'élaboration des budgets annuels. Elle constitue une préparation à la décision et, de ce fait, exerce une influence sur le pilotage de l'Etat. Par contre, les montants qui y figurent, même adoptés, n'ont qu'une valeur indicative et ne donnent aucun droit à l'obtention des crédits ou d'allocations budgétaires. Effectivement, ce n'est pas parce qu'un montant est inscrit dans la planification des investissements qu'il sera alloué.

Dans sa planification financière des investissements, le Gouvernement a arrêté une enveloppe de 198 millions pour la période 2022-2026. En fait, celle-ci est le résultat de dépenses d'investissements s'élevant à 300 millions avec des recettes s'élevant à 102 millions. Il s'agit d'un effort d'investissement en augmentation sensible par rapport aux réalisations de ces deux dernières périodes de planification. Le graphique 4 de la page 12 du message explicite la répartition des investissements par secteur et le graphique 6 de la page 14 détaille les investissements les plus importants. Je vous laisse le soin de vous y référer.

En complément à son message de septembre 2021 dont je viens de faire référence dans mon rapport, le Gouvernement nous a transmis un second message daté du 5 octobre 2021. Ce dernier est également accompagné de l'arrêté concerné. Ce deuxième document confirme, dans sa première partie, que le niveau des déficits présentés dans le plan financier 2022-2026 nécessite de mener un programme de mesures particulières pour retrouver l'équilibre budgétaire. Effectivement, les arbitrages et les réductions qui sont appliquées annuellement au budget démontrent qu'elles ne suffisent plus pour atteindre cet objectif. Dès lors, il est maintenant impératif, je répète, il est maintenant impératif d'entreprendre et de concrétiser des mesures structurelles. Les orientations pour y parvenir sont précisées dans le projet « Plan équilibre 22-26 » qui fait l'objet de la deuxième partie du message du Gouvernement du 5 octobre dernier. Quant aux résultats prioritaires attendus, ils sont explicités sous le point 2.1 et je me permets de m'y référer. J'en fais de même avec les autres points qui sont très bien détaillés. De ceux-ci, je relèverai toutefois que la CGF est parfaitement consciente qu'elle sera fortement impliquée dans ce projet.

Comme vous aurez pu le constater, une proposition d'amendement a été faite à l'article 4, alinéa 1, de l'arrêté relatif à cet objet. Etant donné que celle-ci sera abordée dans le cadre de la discussion de détail, je ne vais pas la reprendre ici.

Au terme de ce rapport, j'adresse mes remerciements à Madame la ministre Rosalie Beuret Siess ainsi qu'à Messieurs Pascal Charmillot, chef de la Trésorerie générale, et Pierre Bersier, économiste à la Trésorerie générale, pour leur disponibilité et les compléments d'informations qu'ils

nous ont apportés. Je souhaite également associer à ces remerciements nos secrétaires successifs Jérémy Bernard et Benjamin Plumey pour la parfaite transcription de nos débats.

En conclusion, Mesdames et Messieurs les Députés, c'est par 9 voix que la commission de gestion et des finances vous recommande d'accepter l'entrée en matière et à l'unanimité l'arrêté d'approbation du plan financier et de la planification des investissements pour la période 2022-2026.

Mme Rosalie Beuret Siess, ministre des Finances : Le plan financier et la planification des investissements soumis à chaque début de législature est à percevoir en regard au programme de législature comme base de référence pour la lisibilité de l'action de l'Etat. Ce document est composé de la planification des investissements et des projections du compte de résultat. Eu égard aux projections attendues, ce plan financier intègre également le cadre de travail envisagé pour le Plan équilibre 22-26 devant permettre de retrouver une situation financière durable. S'agissant des investissements, l'objectif est de disposer d'une vision à cinq ans. Les objets sont donc définis selon un calendrier respectif qui est actualisé et validé chaque année dans le cadre des budgets. La planification des investissements n'est donc pas à considérer comme un cadre figé mais bien une vision globale qu'il s'agit d'affiner année après année.

Dans le cas présent, les décisions prises dans le cadre du budget ce matin ont pour conséquence de réduire les investissements bruts 2022 de 5,8 millions. Le montant d'investissements pour 2022 passe ainsi de 42,2 millions à 36,4 millions. Parmi les 5,8 millions, un montant de 3,9 millions est reporté à 2023 au plus tôt.

L'ensemble des investissements bruts pour la période allant de 2022 à 2026 est planifié à hauteur de 298 millions, dont 258 millions représentent des projets et des chantiers dans le domaine du génie civil, routes, bâtiments, installations sportives, environnement.

Parmi les principaux projets qui figurent à la nouvelle PFI, il est possible de citer des investissements dans l'informatique à l'image du plan d'action numérique jurassien de la formation, le plan de construction entre le Ministère public et la Police judiciaire aux Prés-Roses à Delémont, la construction du Centre de conservation et de gestion des collections à Jurassica, divers aménagements de cours d'eau en faveur de la biodiversité, sans oublier les enveloppes de subventions dans les domaines de l'environnement, de l'agriculture et les encouragements d'investissements dans le domaine de l'énergie.

Une liste exhaustive n'est malheureusement pas possible mais ces quelques exemples démontrent la volonté du Gouvernement de poursuivre et même renforcer les investissements pour la qualité de vie et la sécurité des Jura-siennes et des Jurassiens. Parallèlement à la planification des investissements, le document qui vous est soumis présente le plan financier 2022-2026. Le Gouvernement est conscient que le compte de résultat tel que projeté n'est pas satisfaisant. Il ne respecte en outre pas le mécanisme du frein à l'endettement. L'évolution de la dette, comme vous le savez, dépend du solde du compte de résultat et du volume des investissements. Après une analyse de la situation cantonale, il ressort qu'un niveau d'investissements de 40 millions peut financièrement se défendre pour autant que le budget soit équilibré. Un déficit de l'ordre de 8 millions limite pour sa part les investissements à 30 millions. En termes de

politique financière, vous l'aurez compris, les investissements et donc l'endettement supplémentaire autorisé dépend de l'évolution du compte de résultat.

Comme indiqué lors du traitement du budget, procéder à des projections pour le compte de résultat s'avère sensible, notamment compte tenu des variations importantes dans les principaux groupes de recettes. André Henzelin vient d'y faire référence à la tribune, mais permettez-moi que je revienne également sur ces éléments. Tout d'abord, les recettes fiscales sont tributaires d'événements externes, à l'image de la conjoncture. La part aux excédents de la BNS est tributaire des marchés financiers et des conventions successives négociées par la Confédération et, finalement, la part aux recettes fédérales comme l'impôt fédéral direct, l'impôt anticipé et surtout la péréquation financière entre la Confédération et les cantons sont tributaires de l'évolution économique en Suisse et dans le Jura. Or, la volatilité de ces trois groupes est grande puisque tant les recettes fiscales que la participation aux excédents de la BNS et la part aux recettes fédérales peuvent évoluer très rapidement de manière favorable ou non pour plusieurs millions de francs.

A ces recettes dépendantes de tiers, s'ajoutent des adaptations légales décidées notamment par cette assemblée. On pense ici à la suite qui sera donnée à l'initiative des plaques moins chères, à la prise en compte de motions comme celles portant sur la création d'un fonds climat ou encore à la mise en œuvre de la motion demandant la fin de la mesure OPTI-MA 125. Les variations peuvent être très importantes, et ce même à brève échéance.

Pour illustrer mon propos, je vous rappelle que le budget de l'Etat comptera prochainement 1 milliard de charges et 1 milliard de recettes. Une variation des plus modeste, soit de 1% sur les recettes et de 1% sur les charges, implique globalement une différence de 20 millions. En valeur absolue, une telle amplitude n'est pas à exclure dans les circonstances actuelles. Pour cette raison, il semble désormais plus adapté d'indiquer une zone de déficits projetés sur la durée de la législature et de manière structurelle. Il est attendu des déficits qui oscillent entre 20 et 40 millions. Le résultat le plus déficitaire est projeté en 2024 avec un montant maximal de 50 millions.

Cette situation n'est ni durable ni acceptable. Conscient qu'un tel déficit ne se réduira pas sans mesures particulières, le Gouvernement a rencontré les partis politiques cet été pour partager cette information et les sensibiliser à la nécessité de mettre en œuvre un programme de mesures. Il a ainsi été proposé d'initier le Plan équilibre 22-26. Dans l'organisation et la conduite de ce projet, les expériences du passé ont incité le Gouvernement à privilégier une structure associant davantage le Parlement et la CGF au processus. Il vous est ainsi soumis la première étape du projet, soit l'approbation des objectifs financiers ainsi que sa gouvernance. Aux yeux du Gouvernement, il importe en effet d'avoir des lignes claires au sujet des objectifs, des résultats attendus, de l'organisation des phases ainsi que des ressources pour ce projet. C'est ce sur quoi vous êtes, Mesdames et Messieurs les Députés, invités à vous prononcer aujourd'hui.

Il semble par ailleurs difficile de parler de projection jusqu'en 2026 sans évoquer l'accueil de la ville de Moutier. Le processus pour apprécier les effets financiers ne se limite toutefois pas à une addition de chiffres. Il convient, en préambule, d'apprécier par secteurs les principaux changements à envisager. Après cette étape et seulement après, il sera possible d'apprécier les conséquences financières pour

le canton du Jura mais aussi pour la ville de Moutier ainsi que pour les communes jurassiennes.

Vous le savez, Mesdames et Messieurs les Députés, les défis qui nous attendent pour cette législature s'annoncent exigeants et nécessiteront la construction de consensus entre les partis politiques. Les travaux du budget 2022 démontrent qu'une telle démarche s'avère possible. Cela implique certes du travail, du dialogue et des compromis, mais l'objectif ambitieux de doter le canton des ressources nécessaires pour continuer à investir et à desservir des prestations de qualité à la population doit nous animer. Je ne saurais terminer mon propos sans remercier, au nom du Gouvernement, la Trésorerie générale, en particulier Messieurs Pascal Charmillot, Pierre Bersier et Christian Froidevaux, le président et les membres de la CGF ainsi que ses secrétaires successifs, notamment Benjamin Plumey, qui est à ce plénum aujourd'hui, pour leur engagement.

Je vous recommande, au nom du Gouvernement, d'approuver l'entrée en matière, le plan financier et la planification des investissements, accompagnés du Plan équilibre 22-26 et l'arrêté y relatif tels qu'ils vous sont proposés avec la précision par rapport à la version du budget.

M. Rémy Meury (CS-POP), rapporteur de la majorité de la commission de gestion et des finances : Je n'étais pas attentif quand vous avez dit la majorité, je ne savais pas que c'était moi. Très brièvement, notre proposition tient compte du fait que le montant fixe de 40 millions ne repose sur aucune projection fiable. Ce n'est pas une critique à l'égard du Gouvernement ou des services concernés, mais il est évident que les chiffres contenus dans le plan financier 2023-2026 sont des estimations faites à la louche. Elles ne sont pas précises et elles ne peuvent pas l'être, soyons clairs. Nous vous rappelons qu'entre le 7 septembre et le 25 novembre, les rentrées fiscales ont été revues à la hausse pour quelque 5,5 millions. Ce qui s'est produit en deux mois peut se reproduire et dans d'autres rubriques aussi dans les cinq années qui viennent. Le président de la CGF en a cité dans l'entrée en matière, la BNS ou la péréquation financière fédérale par exemple. Madame la Ministre a parlé également de fourchette. La volonté affichée clairement par une majorité, pour ne pas dire une unanimité, de ce Parlement est de tenter de trouver des solutions pour retrouver un équilibre financier. Faudra-t-il trouver 40 millions, 50 ou 30 ? Impossible de le dire aujourd'hui, d'où notre proposition de prévoir une notion plus large qu'un chiffre bloqué, à savoir la recherche de l'équilibre financier à moyen terme.

M. André Henzelin (PLR), rapporteur de la minorité de la commission de gestion et des finances et président d'icelle : La minorité ne souhaite pas occulter le montant de 40 millions de francs qui est mentionné à l'article 4, alinéa 1, alors qu'il a toute sa crédibilité et son importance dans la mise en place du programme de mesures appelé « Plan équilibre 22-26 » d'une part et pour la réduction du déficit structurel d'autre part.

Tout en ne souhaitant pas reprendre ici les éléments relevés dans mon rapport précédent, je rappelle que le plan financier 2022-2026 fait ressortir des déficits annuels conséquents, dont celui de 47,8 millions pour l'année 2024. Il est également important de rappeler que six parts au bénéfice de la Banque nationale suisse, soit le montant non négligeable de 34 millions, est intégré dans les revenus annuels du plan financier. Effectivement, il s'agit d'une augmentation de 11 millions par rapport aux années 2020 et 2021 et de 23

millions par rapports aux précédentes. Toutefois, et comme le relève le Gouvernement dans son message, le degré de certitude du versement des six parts n'est pas garanti et il conviendrait de ne retenir que quatre parts. Comme président de la CGF, je partage ce fait en me référant aux fluctuations des parts reçues ces dix dernières années. Il s'agit d'une proposition responsable. D'ailleurs, nous pouvons de plus en plus constater, lors de la publication des budgets de ces dernières années, que la majorité des cantons n'intègre pas la totalité des parts de la BNS dans leur compte de résultat. Cette prudence leur a permis de financer partiellement, entre autres, leurs charges en lien avec la crise COVID-19 aussi bien en 2020 qu'en 2021. En ce qui nous concerne, je rappelle que nous les avons financées majoritairement en 2020 par la réduction de notre capital propre et en 2021 par l'utilisation quasi complète de la réserve pour politique budgétaire. Ce qui précède démontre que le montant de 40 millions de francs a toute sa signification dans le texte de l'article en question pour réduire le déficit structurel.

En conclusion je vous recommande, chers collègues, de soutenir la proposition du Gouvernement et de la minorité de la commission formulée pour l'article 4, alinéa 1, à savoir : L'objectif de ce programme est de permettre la réalisation d'économies et l'augmentation de recettes pour l'équivalent global de 40 millions de francs par rapport au message du Gouvernement relatif au budget 2022 daté du 7 septembre 2021.

Mme Rosalie Beuret Siess, ministre des Finances : Le plan financier confirme, malgré toutes les précautions mentionnées à cette tribune depuis le début du débat sur le budget, les difficultés financières dans lesquelles est le canton pour ces prochaines années. Aujourd'hui, nous en sommes convaincus, celles-ci ne se réduiront pas sans mesures particulières et il est indispensable d'agir. Fort de ce constat, le Gouvernement a estimé nécessaire, dans le cadre du Plan équilibre 22-26, de fixer un objectif. Or, comment définir un objectif financier qui devra être apprécié à moyen terme avec des fluctuations, pas complètement maîtrisées ni complètement maîtrisables ? L'exercice n'est pas aisé. Néanmoins, le Gouvernement a établi des projections financières jusqu'en 2026. Ces dernières laissent apparaître des déficits projetés oscillant entre 20 et 40 millions. Dans ce cadre, le Gouvernement avait initialement évoqué l'option de libeller l'objectif par l'atteinte de l'équilibre financier.

Après analyses et compte tenu des expériences du passé et de celles d'autres cantons, il est apparu qu'il était plus opportun de privilégier un objectif libellé de manière précise et indépendamment de l'environnement économique. C'est pour cette raison que le Gouvernement a défini comme cible le déficit structurel. Cet objectif ainsi défini s'avère indépendant de la conjoncture qui peut être favorable ou non en 2026.

Pour ce faire, le déficit de 30 millions projeté en 2022 a été considéré comme base de référence. A cette base, deux parts de la BNS ont été ajoutées puisqu'aujourd'hui celles-ci sont perçues de manière exceptionnelle. Si j'illustre mon propos, actuellement les projections financières prennent en compte les six parts de la BNS correspondant à un produit 33 millions par année, alors même que la plupart des cantons ne tiennent qu'en partie compte de cette manne fédérale. C'est ainsi que le Gouvernement a posé le montant de 40 millions comme base nécessaire d'économies à réaliser pour envisager un assainissement durable des finances

cantonales. Il paraît en effet difficile de débiter un tel exercice sans connaître le montant de l'effort à atteindre et d'anticiper une situation qui pourrait s'avérer soit meilleure, soit moins bonne que projetée.

Fort de ce qui précède, le Gouvernement recommande de refuser cette proposition et de conserver l'objectif de 40 millions de francs dans l'arrêté.

L'entrée en matière n'est pas combattue.

Au vote, la proposition du Gouvernement et de la minorité de la commission est acceptée par 30 voix contre 26 pour la proposition de la majorité de la commission.

Les autres articles de l'arrêté, le titre et le préambule sont adoptés sans discussion.

Au vote final, l'arrêté est accepté par 46 députés.

10. Motion no 1384

**L'Etat jurassien : un employeur attractif et innovant
Alain Beuret (PVL)**

(Ce point est renvoyé à une prochaine séance.)

11. Question écrite no 3416

**Soutien, conseil et médiation : quels moyens à disposition du personnel de l'Etat ?
Florence Chagnat (PS)**

Ayant eu l'occasion de discuter avec plusieurs enseignantes au terme de l'année scolaire, certaines m'ont fait part d'un état de stress et d'épuisement lié aux exigences et aux conditions d'exercice de la profession, mais également aux circonstances sanitaires que nous connaissons depuis mars 2020. Ces difficultés et cette lassitude les poussent parfois même à s'interroger sur leur avenir dans l'enseignement.

En consultant le site du canton, j'ai constaté que deux structures proposent des éléments de réponses à ces problématiques et en ai informé les personnes concernées. Il s'est avéré qu'aucune d'entre elles ne connaissait les outils suivants :

- Groupe de confiance : décrit comme un lieu d'écoute, de conseil, d'appui et de médiation, sous la gouvernance de la Fondation O₂.
- Service d'aide et de conseil aux employés (SACE) : décrit comme un lieu d'écoute, de conseil et de soutien psychologique.

Ces deux structures s'adressent aux mêmes publics cibles, à savoir les collaboratrices et collaborateurs de la République et Canton du Jura, soit les magistrats-es, enseignantes-es, employé-es, apprenti-es et stagiaires.

Sachant « qu'il est souvent difficile pour une personne de s'ouvrir, de parler de sa situation à un tiers, de chercher de l'aide, voire même simplement de réaliser que la situation ne peut pas durer », comme cela est justement écrit sur la page www.iura.ch (Autorités/Département des finances/Ressources humaines (SRH)/Malaises et conflits sur la place de travail), il semble essentiel que la personne en difficulté puisse s'adresser immédiatement à la structure la plus adaptée.

Mes questions sont les suivantes :

1. Les publics cibles étant identiques, le Gouvernement peut-il rappeler la spécificité de chacune de ces structures afin que les personnes concernées puissent s'adresser immédiatement au bon prestataire ?
2. Par quelle voie les publics cibles sont-ils informés de l'existence de ces structures et des procédures pour y faire appel ?
3. Le Gouvernement envisage-t-il d'en renforcer la promotion, le contexte sanitaire augmentant sensiblement le stress sur les lieux de travail ?
4. Ces structures destinées au personnel de l'Etat pourraient-elles, et le cas échéant à quelles conditions, être élargies aux secteurs paraétatiques ?
5. Quel bilan le Gouvernement dresse-t-il de l'activité de ces structures, plus particulièrement quant au nombre de personnes ayant bénéficié de leurs services ?

Réponse du Gouvernement :

La question écrite no 3416 porte sur les deux principales structures à disposition du personnel de l'Etat en cas de besoin ou de difficultés, soit le Groupe de confiance et le service d'aide et de conseil aux employés (SACE). Pour rappel, les articles 56 et 56a de la loi sur le personnel de l'Etat (LPer) règlent ces questions et stipulent que l'Etat, en tant qu'employeur, institue un groupe de confiance. Le Gouvernement répond comme suit aux questions posées.

Réponse à la question 1 :

En tant qu'employeur, l'Etat a mis en place différents moyens et structures à disposition des employé-e-s afin que ceux-celles-ci puissent s'adresser à des professionnel-le-s ou à des personnes de confiance lorsque cela est nécessaire. Les rôles des deux structures sont toutefois différents. Ils peuvent parfois être complémentaires.

Le service d'aide et de conseil aux employés (SACE) comprend deux psychologues qui sont mandatés par l'Etat pour être à disposition des employé-e-s dans le cadre d'une démarche individuelle suite à une situation de mal-être (fatigue, surmenage, sentiment d'impasse, par exemple). C'est avant tout un lieu d'écoute relevant d'une démarche personnelle. L'employé-e peut faire appel directement au psychologue de son choix en toute discrétion et en toute confidentialité. Les frais de consultation sont pris en charges par l'Etat. Les causes et les motifs de consultation, tout comme l'identité des personnes qui consultent les psychologues sont confidentiels.

Les prestations du Groupe de confiance sont quant à elles confiées à la Fondation O2 depuis 2021. Les employé-e-s peuvent s'adresser aux personnes de confiance lorsqu'ils-elles sont confronté-e-s à des situations de conflit, de violence, de discrimination ou de harcèlement par exemple. L'employé-e peut faire appel au Groupe de confiance dans une démarche de médiation en cas de difficultés relationnelles ou interpersonnelles. Les personnes de confiance reçoivent la personne qui les sollicite en entretien individuel dans une optique d'écoute, d'information et d'orientation. Au besoin, une médiation peut être mise en place, par la suite, pour les situations interpersonnelles.

Réponse à la question 2 :

Les coordonnées des deux psychologues partenaires sont disponibles sur la page Internet jura.ch sur le lien suivant : Malaises et conflits sur la place de travail - République et Canton du Jura mais aussi sur l'intranet pour le personnel administratif et les plateformes internes pour le personnel enseignant. Une information sur cette offre est donnée aux employé-e-s entrant-e-s (séance d'accueil pour le personnel administratif ; s'agissant des enseignant-e-s, les directions des écoles du Service de l'enseignement ont l'information, les directions du CEJEF informent leurs enseignants).

Les informations relatives aux prestations du groupe de confiance figurent dans les mêmes liens (Internet et intranet) que celles concernant le SACE. Elles sont également diffusées en parallèle à celle du SACE grâce aux mêmes canaux ou par l'intermédiaire des mêmes relais ou personnes.

Les responsables hiérarchiques, les directions d'écoles et les correspondant-e-s RH sont sensibilisé-e-s à ces thématiques et invité-e-s régulièrement à jouer le rôle de relais au sein de leur unités ou écoles respectives. Pour les situations individuelles, les conseillers pédagogiques mais aussi les collaborateur-trice-s du Service des ressources humaines orientent souvent les employé-e-s qui s'adressent à eux. Pour le personnel enseignant, il existe une excellente collaboration des partenaires sociaux à ce propos et le syndicat oriente aussi parfois les enseignant-e-s vers ces prestations.

Réponse à la question 3 :

Pour ce qui est de la promotion de ces structures, des informations de rappel et une promotion plus régulières seraient utiles et le Gouvernement y est favorable, d'autant plus vu le contexte actuel et l'impact qu'il peut avoir sur le bien-être et l'équilibre des individus de manière générale.

Par ailleurs, dans la mesure où le personnel se renouvelle, l'information s'effrite parfois, des rappels et des communications sont nécessaires. Le Gouvernement vous confirme que des discussions ont encore eu lieu récemment entre le Service des ressources humaines, le Service de l'enseignement et le Service de la formation postobligatoire pour renforcer la communication sur ces thématiques importantes. Il est notamment prévu, à l'entrée en fonction de nouvelles-elles collaborateur-trice-s, de communiquer systématiquement sur ces thèmes lors des séances d'accueil tant pour le personnel administratif que pour les enseignant-e-s.

Des informations de rappel à l'ensemble des employé-e-s seront également renouvelées. Plusieurs canaux de communication seront utilisés afin d'atteindre le plus grand nombre, que ce soit par les plateformes de communication internes mais aussi via les référents usuels (responsables RH, directions d'écoles, conseillers pédagogiques, SRH). Quelques affiches ou dépliants seront également prévus dans les salles des maîtres ou dans les locaux des écoles et de l'administration.

Réponse à la question 4 :

Pour ce qui est de la prestation des membres du SACE, l'Etat a conclu deux contrats de mandat avec deux professionnels. Les coûts sont à la charge de l'employeur. Une extension paraît difficile. Cependant, les entités paraétatiques ont la possibilité de procéder de même ou de faire appel à d'autres type de réseaux ou de prestataires.

S'agissant du Groupe de confiance, il est important de rappeler qu'il s'agissait jusqu'en 2021 d'une prestation interne à laquelle les communes et les institutions paraétatiques pouvaient adhérer. Il y avait en 2020 près de 30 institutions adhérentes. La nature des tâches s'étant complexifiée, le nombre d'adhérent-e-s a augmenté, la charge de travail s'est professionnalisée ; il n'était plus possible d'assurer la prestation en interne. Elle a ainsi été externalisée et confiée à la Fondation O₂. Les entités paraétatiques ont également pu adhérer à la Fondation O₂ ou ailleurs.

Il n'est donc pas prévu d'élargir ou d'ouvrir les prestations de l'Etat aux entités paraétatiques. Par contre, elles ont la possibilité de souscrire à des prestataires de leur choix comme l'a fait l'Etat, tant pour du soutien psychologique que pour des prestations de personnes de confiance.

Réponse à la question 5 :

Chaque année, les psychologues transmettent, dans le cadre de leurs rapports annuels, des informations statistiques à l'employeur. Ces informations portent notamment sur les éléments suivants : le nombre de personnes reçues en consultation et le nombre de séances par personne, la part d'hommes ou de femmes, s'il s'agit de personnel enseignant ou administratif, et pour les administratifs le département dont dépend l'employé-e. Ces informations assurent le respect de la confidentialité et de l'anonymat. Les psychologues ont la possibilité, dans le cadre de leur rapport, d'exprimer quelques commentaires ou remarques, d'éventuels constats ou toute information spécifique qui leur paraîtrait utile. Il est relevé que le nombre de consultations n'a pas explosé ces derniers mois, il est globalement relativement stable.

Il n'est pas encore possible de tirer de bilan des prestations de la Fondation O₂ qui en est à sa première année d'exercice. Par contre, par le passé, le Groupe de confiance a eu l'occasion d'intervenir pour des médiations ou des apaisements individuels à satisfaction. Il y avait une très bonne collaboration avec l'Etat. Les relations avec les membres du Groupe de confiance étaient basées sur des rapports mutuels de respect et de confiance. Lorsque cela était nécessaire, ils avaient la possibilité de signaler des faits ou des agissements devant être portés à la connaissance de l'employeur. Le Gouvernement ne doute pas que le même niveau de qualité sera au rendez-vous avec la Fondation O₂.

En conclusion, le Gouvernement estime que ces outils sont nécessaires et d'une grande utilité. Les bilans de chacune des entités sont positifs.

Mme Florence Chagnat (PS) : Je suis satisfaite.

12. Motion no 1382

Orthographe rectifiée et langage épïcène

Alain Schweingruber (PLR)

La conférence intercantonale de l'instruction publique de Suisse romande et du Tessin (CIIP) a annoncé le 9 juin 2021 une « étape clef dans l'adaptation de l'orthographe à l'état actuel de la langue ». Elle entend ainsi que l'orthographe rectifiée devienne la référence pour l'enseignement du français dans les cantons romands. La volonté exprimée est celle d'une simplification, qui apparaîtra dans les manuels scolaires dès la rentrée 2023.

Les nouveaux manuels de français intégreront alors, en plus de l'orthographe rectifiée, une sensibilisation au langage épïcène. Le corps enseignant sera invité à porter une attention particulière aux nouveaux éléments de langage visant à exprimer l'égalité entre les genres. Même si l'égalité entre les genres constitue un objectif incontestable, l'intention exprimée par la CIIP ouvre une porte sur une infinité de « sensibilisations » parfaitement dépendantes de modes et de visées politiques.

Aussi bien sur la forme que sur le fond, prétendre imposer ainsi l'orthographe rectifiée et une « sensibilisation » au langage épïcène n'est pas acceptable.

Il n'appartient en effet pas à l'Etat de définir le savoir, mais de le transmettre, respectivement le promouvoir. Comme le dit la loi jurassienne relative à l'usage de la langue française, l'Etat « assure un enseignement qui permet la maîtrise et suscite l'amour de la langue française. » Pas plus notre Constitution que celle des autres cantons romands ne confie à l'Etat la mission de définir le contenu d'une des langues nationales ou d'en modifier les règles.

Une langue est appelée à évoluer. La question est de savoir qui est légitimé à prendre une telle décision. A notre sens, ce n'est pas à la CIIP de prendre position mais bien aux populations concernées par ces changements, à savoir les cantons romands.

En outre, il n'est pas davantage adéquat que, sur un sujet aussi essentiel que celui de l'égalité, de la diversité ou encore de l'accessibilité, aucun débat démocratique n'ait lieu. L'introduction du langage épïcène n'engendre-t-il pas simplement une complexification de la langue sur certains de ses aspects ? L'atteinte de l'égalité entre hommes et femmes passe-t-elle réellement par la spécification du sexe dans le langage ? Nous pouvons en douter.

Nous demandons au Gouvernement :

- De reporter la mise en œuvre de ce projet et de procéder à une concertation démocratique à son propos.
- De confirmer que notre canton ne promouvra pas plus une orthographe rectifiée, que des éléments de langage relevant d'idéologies politiques, et qu'il n'envisage pas de simplifier le savoir sans obtenir auparavant un assentiment des populations concernées, et, pour le moins, du Parlement.

M. Alain Schweingruber (PLR) : Madame la Présidente, il est possible que je dépasse les dix minutes. Je demande d'ores et déjà l'autorisation.

La présidente : Est-ce que quelqu'un s'y oppose ? Ce n'est pas le cas. Je vous l'accorde.

M. Alain Schweingruber (PLR) : La motion no 1382 poursuit un objectif qui concerne deux thèmes. Je n'ai pas dit thématique, j'ai dit thème, thématique étant le mot que certains utilisent, qui ne maîtrisent pas la langue française en général, qu'ils utilisent dans toutes les phrases de leur langage. Deux thèmes. Le premier, c'est le langage épïcène, que l'on indique aussi par le mot « écriture inclusive ». Et l'autre, c'est l'orthographe simplifiée ou rectifiée, c'est déjà bizarre dans le choix de ces mots. Deux éléments qui me paraissent d'emblée antinomiques. D'un côté, on veut faciliter l'accès au langage, au français, le simplifier et d'un autre côté, langage épïcène, on le complexifie à outrance, le rendant même souvent inintelligible. Deux concepts qui à mon

avis s'opposent.

S'agissant du premier thème, la question qui se pose, que tout le monde doit se poser, certains y ont répondu déjà : est-ce que les mots de notre langue sont discriminatoires, selon que l'on parle au féminin ou au masculin ? J'ai évidemment fait une réflexion à ce sujet et je pense qu'une partie ou une bonne partie de notre langage est discriminatoire selon qu'il s'agit d'un mot au masculin ou au féminin. Quelques mots pris au hasard. On voit le positif d'un côté, on dit le jour mais la nuit ; l'éclairage, masculin, l'obscurité, féminin ; le courage, masculin, la trouille, féminin ; le bénéfice, la perte ; le progrès, la régression ; le triomphe, la défaite ; le tempérament, la mollesse ; le vin, la piquette ; le génie, la bêtise ; le bonheur, la tristesse ; le plein emploi, la crise. On dit éclatante comme le soleil, mais con comme la lune. Voilà des mots choisis au hasard qui démontrent à l'évidence une grande discrimination. Je ne sais pas si je vous ai convaincus avec cette démonstration. Si tant est que ce soit le cas, je pense pouvoir vous convaincre du contraire.

On dit la chaleur, manière très positive, on dit le froid ; la victoire, l'échec ; la hauteur, le gouffre ; la joie, la liberté, l'emprisonnement ; la clairvoyance, l'obscurantisme ; la raison, l'intelligence, le socialisme par exemple. Voyez, plein de discriminations dans notre langage. J'ai formulé quelques mots sur les milliers de mots qui sont contenus dans notre langue française. Discriminatoire à tous les niveaux si on cherche bien et pourtant tout se compense. Tout cela pour dire que ce n'est pas dans les mots eux-mêmes, dans la langue qu'il faut voir de la discrimination, et je ne vois pas pourquoi on cherche absolument à modifier notre façon de parler sur la base d'un simple constat. Il n'y a rien de discriminatoire réellement selon le genre dont on fait partie.

Le langage épïcène, nous n'y souscrivons pas. Nous demandons par cette motion au Gouvernement de renoncer à inculquer cette notion à nos enfants et à nos petits-enfants. La lutte des femmes pour l'égalité est un élément fondamental, je pense en particulier à l'égalité des chances mais évidemment à l'égalité salariale, qui me paraît un élément incontournable, que les femmes doivent s'imposer absolument. C'est déjà arrivé pour une bonne partie mais le travail n'est pas encore terminé. Ça, c'est un combat. Un vrai combat que l'on doit souscrire, auquel on ne peut pas s'opposer. Mais un combat pour dénaturer la langue qui n'induit aucun avantage pour les femmes, cela me paraît un mauvais combat qui dessert même le légitime combat des femmes pour l'égalité des droits. Cette manière de voir et de penser abâtardit cette juste cause à mon avis.

Le débat a eu lieu à la Conférence intercantonale. Nous avons tous reçu une lettre du Syndicat des enseignants romands le 29 novembre 2021, qui nous parle de la légitimité de la Conférence intercantonale, légitimité qu'elle n'a pas, à mon avis, pour modifier notre langue. Dans cette lettre, il est invoqué les articles 8 et 9 de la Convention scolaire romande (CSR), l'article 5 des statuts de la Conférence, selon le Syndicat qui n'adhère pas dans ce document, en tous cas dans la première partie du document, au langage épïcène. Il n'y adhère pas, il le dit.

La CIIP, dit-il par contre, est légitimée. Ecoutez bien, je cite : « La CIIP est légitimée à définir les normes en relation avec sa responsabilité d'orchestrer la rédaction de moyens d'enseignement ». Je l'ai lu trois à quatre fois, j'ai eu du mal à en comprendre le sens. Il ne faut pas mélanger ici les éléments et les choses et je crois qu'au niveau du Gouvernement en particulier, on fait sciemment l'amalgame entre

deux choses différentes. Que la Conférence intercantonale ait une légitimité pour faire imprimer des documents scolaires, bien sûr, il n'y a pas de problème et c'est ce qui est dit dans la lettre du Syndicat des enseignants. Oui, légitime pour coordonner mais pas légitime pour modifier notre langue. Et c'est de cela qu'il s'agit. Que la Conférence fasse imprimer des livres, bien colorés, bien expliqués, pas de souci, c'est de sa compétence, mais pas de modifier notre langue française. Or, c'est exactement ce à quoi tend cette décision si tant est qu'elle a déjà été prise, j'y reviendrai tout à l'heure, d'y insérer, non pas comme moyens d'enseignement mais comme fond de ce qui doit être enseigné, le langage épïcène et l'orthographe rectifiée.

Les statuts de la CIIP, article 5, alinéa 1 et alinéa 2, lettre 2 disent ceci : l'assemblée plénière est compétente pour décider du lancement de projets, pas de décision, et de la généralisation de l'usage de moyens d'enseignement, pas de l'usage du français, de l'usage de moyens techniques d'enseignement et de ressources didactiques découlant de la CSR. Donc, la Conférence intercantonale n'a aucune légitimité pour modifier le langage lui-même. Aucune compétence et ce n'est même pas encore sûr de la compétence des cantons. Remarquez qu'il n'y a aucun Grand Conseil romand qui, jusqu'à présent, n'a adhéré à ces modifications qui sont proposées. Nous avons une bonne raison de nous opposer à cela et je ne comprends pas que le Gouvernement puisse contester cette motion, c'est-à-dire promouvoir la modification de notre langue.

Le 1^{er} septembre dernier, nous avons tenu ici des débats à propos d'une résolution qui a été adoptée par 39 députés. Monsieur le Ministre, vous vous êtes exprimé à ce sujet. Je note notamment quelques déclarations précises que vous avez faites et vous dites notamment : « Je ne suis pas un ardent défenseur de l'orthographe rectifiée ». On en a pris note. Vous ne défendez pas l'orthographe rectifiée. Vous dites également : « J'étais plutôt parmi les personnes qui étaient dans la résistance de ces changements », moi j'étais contre. Je n'ai pas de souci, dites-vous sur le fait de revenir à charge auprès de la CIIP en disant : « Voilà, le Parlement jurassien vous propose de surseoir aux modifications pour l'instant ». Et aujourd'hui, vous préconisez exactement l'inverse. Vous nous aviez dit que vous interviendriez à notre demande auprès de la Conférence pour dire stop, on arrête tout. De sources autorisées, nous savons que cela a été exactement l'inverse et je vais rappeler d'ailleurs qu'à la Conférence les décisions se prennent à l'unanimité. Monsieur le Ministre, vous nous avez dit que vous iriez nous battre contre le langage épïcène et contre l'orthographe rectifiée et visiblement ça n'a pas été le cas. J'entendrai volontiers vos propos à ce sujet.

Il y a encore maintenant la position telle vous l'avez exprimée brièvement dans la position gouvernementale concernant notre motion. Vous proposez le rejet de la motion en invoquant quatre motifs. Vous dites que l'école jurassienne a besoin de nouveaux manuels de français. Oui, ça ne pose aucun problème. Depuis 40 ans, l'institution scolaire a besoin de manuels scolaires, personne ne va vous empêcher de faire de nouveaux manuels scolaires, de les faire réimprimer, de faire de nouvelles impressions avec une nouvelle mouture, mais sans toucher évidemment au contenu et à la position de notre langue. Ce n'est pas un argument. On a besoin de nouveaux manuels. On en achète des nouveaux, point final. Ce n'est pas un argument pour contester notre motion. Vous dites également et là, je n'arrive toujours pas

à comprendre que les alternatives aux moyens d'enseignement romands ne sont pas viables. Je n'ai pas compris et je ne comprends toujours pas. Je vous demande de venir nous l'expliquer. Ça veut dire quoi les alternatives aux moyens d'enseignement romands ne sont pas viables ?

La sensibilisation à l'écriture épïcène est justifiée, mais vous aviez admis le 1^{er} septembre que vous alliez vous battre contre et maintenant vous prenez l'argument contraire pour contester, pour rejeter notre motion. Vous dites également que les rectifications de l'orthographe sont globalement justifiées pour faciliter l'accès à l'écrit et ont un impact très limité. Donc, ça ne sert à rien. On ne va pas changer la langue française ; de toute façon, vous dites que ça ne sert à rien. Et faciliter l'accès à l'écrit. Vous nous dites d'un côté que c'est une toute petite modification de la langue française mais que s'est justifié pour faciliter son accès, notamment à l'écrit. On a vu récemment dans les examens de français à BEJUNE que 100% des éventuels futurs enseignants avaient échoué et le directeur l'a dit très clairement : « On ne va pas baisser nos exigences, c'est aux élèves de remplir les conditions ». Ici, on fait l'inverse. C'est trop compliqué le français pour nos jeunes. On baisse les exigences, on rectifie la langue pour que les niais de demain puissent y avoir accès. Je rappelle, Monsieur le Ministre, que l'article 5, alinéa 2, de notre loi cantonale sur l'usage de la langue française dit que les autorités, c'est vous, nous aussi, sont tenues de faire un usage correct, compréhensible et de qualité de la langue française. Avec le langage épïcène, ce n'est en tous cas pas compréhensible et un usage correct, c'est l'usage de la langue française telle que nous l'avons tous apprise et telle que nous la comprenons et la pratiquons. Ici, je le dis peut-être un peu sévèrement, la position du Gouvernement tend à la crétinisation de nos enfants et petits-enfants, et je ne peux pas souscrire à cela.

Monsieur le Ministre, vous êtes le ministre de l'Éducation, de la Culture et des Sports. Des sports, on en parlera une autre fois. Votre mandat consiste à défendre la culture. S'il y a un élément essentiel de notre culture jurassienne, c'est bien de parler français. C'est ça que vous devez défendre et non la sous-culture, parce que c'est ça aussi de s'opposer à cette motion qui vous demande d'en rester à ce que nous avons toujours appris et que nous comprenons et parlons le mieux possible. Mesdames et Messieurs les Députés, Roger Schaffter, Roland Béguelin, Jean Cuttat et autres poètes vous regardent pantois et disent : « Quelle honte ! ». Tout ça pour ça.

Chers amis, chers collègues, je vous demande d'accepter cette motion parce que c'est un élément de défense de notre propre culture à laquelle nous tenons beaucoup. Il faudra aussi, Monsieur le Ministre, que vous nous expliquiez quelque chose. On a appris à gauche ou à droite, je le dis volontairement de cette façon-là, que peut-être on ne pouvait plus reculer parce que tout était fait, que les bouquins étaient imprimés. Il semblerait que le président de votre Conférence ait dit exactement l'inverse, que rien n'a été fait. Et un député ce matin m'a dit que de toute façon on a plus le choix, c'est déjà commandé, c'est déjà imprimé, peut-être déjà payé, je n'en sais rien. Il faut que vous nous disiez très clairement aujourd'hui si c'est déjà fait, si c'est déjà commandé, si c'est déjà imprimé. Deux membres de votre Conférence intercantonale disent que non. Dites-nous ce qu'il en est à l'égard notamment des députés qui hésiteraient à soutenir cette motion parce que soi-disant le jeu serait déjà fait. Apparemment, tel n'est pas le cas.

M. Martial Courtet, ministre de la Formation, de la Culture et des Sports : Le renouvellement de ces moyens de français utilisés dans les classes de Suisse romande a déjà été décidé en 2017 et en 2004, c'était la date de ces moyens d'enseignement. Le corps enseignant jurassien attend ces nouveaux moyens impatiemment. La Conférence latine des directeurs de l'instruction publique a lancé ce projet pour introduire progressivement ces moyens d'enseignement dès 2023. Personne n'a dit que ces moyens étaient déjà imprimés. Par contre, les frais engagés, puisque c'est de cela qu'il s'agit, vous dites qu'ils sont déjà payés. Non. Les frais engagés par les différentes délégations de personnes des différents cantons, les salaires des personnes qui ont rédigé ont déjà été payés par les cantons, dont le nôtre. Si on s'arrêtait maintenant, ce qui est possible, ne pas acheter ce livre alors que nous avons participé à sa réalisation, on pourrait s'arrêter maintenant et ne pas payer, si on veut, le papier. Personne n'a dit que c'était déjà imprimé.

Les rédacteurs de ces moyens romands d'enseignement suivent des principes éditoriaux qui sont transmis par l'ensemble des cantons, je l'évoquais également, par les différents délégués de chaque canton. La plupart de ces principes sont généralement convenus entre les services compétents et validés par l'assemblée plénière de la CIIP. Concernant le langage épïcène, la décision de la CIIP, validée en mars 2021, s'intitule, et j'en ai parlé la dernière fois sciemment « sensibilisation au langage épïcène ». Le principe est de conserver une bonne lisibilité tout en évitant des formules discriminantes. On évitera par exemple d'ajouter des points et des tirets dans tous les mots genrés. Il ne s'agit pas du tout de cela. Par contre, le fait de sensibiliser à ça veut dire qu'on souhaiterait franchir une étape qui n'existe pas maintenant dans les moyens de 2004. Nous pourrions, par exemple, aussi bien parler d'un coiffeur et d'une coiffeuse ou d'une physicienne et d'un physicien. Il s'agit d'avoir cette sensibilité-là que nous n'avions pas dans les moyens d'enseignement. Il s'agit d'un pas que nous considérons important, mais à ne pas caricaturer non plus puisque nous n'allons pas au-delà, il s'agit d'une sensibilisation.

Par rapport à l'orthographe, également décidée en mars 2021, enseigner ces nouvelles règles admises depuis 1990, qui sont déjà admises par l'Académie française et acceptées depuis 2002 dans les écoles romandes. Ici, ce qui est proposé, c'est une inversion des priorités : que dans les manuels actuels l'orthographe rectifiée qui n'était pas enseignée mais admise et que dans les nouveaux manuels l'orthographe sera enseignée en tenant compte de ces 14 nouveaux principes. Les textes originaux étant traités dans leur orthographe originelle. La plupart des nouvelles règles tendent à diminuer les exceptions, à donner plus de cohérence et plus de régularité à l'écriture.

Communiquée à la communauté scolaire et à la presse en juin dernier, cette décision a été bien accueillie par les milieux professionnels. Elle est notamment soutenue, vous l'avez dit, par le Syndicat des enseignants romands, par la Fédération des associations de parents d'élèves au niveau de la Romandie, par la Conférence latine des chefs d'établissements, par le Comité de la société suisse des enseignants de français. Vous évoquez le fait qu'il n'y a pas eu de consultation. Nous avons malgré tout toutes ces institutions qui se sont prononcées formellement en faveur de cette réforme. On peut y ajouter l'Association suisse des professeurs de français, le Conseil académique des HEP de Suisse romande, l'Association pour la défense du français, le Centre suisse de pédagogie spécialisée, l'Association

pour la recherche en didactique de français et l'Association de dyslexie de Suisse romande. Au niveau parlementaire, je peux encore préciser qu'aucune intervention, et pourtant il y a une commission interparlementaire qui est instaurée par la Convention scolaire romande, aucune intervention n'a jamais été déposée dans ce sens pour contrecarrer, disons, tous ces éléments sont maintenant en discussion depuis des années.

Je reviens à la résolution du Parlement. Effectivement, je confirme que je n'ai jamais été dans ce dossier un ardent défenseur de ces 14 règles. Je suis un ancien professeur de français, je n'ai jamais considéré que c'était quelque chose qui était prépondérant pour la suite. Par contre, le compromis avec l'ensemble des cantons romands a été de dire, mieux vaut tous ces moyens d'enseignement dans l'état proposé actuellement, où nos délégués ont travaillé dessus. L'avis jurassien a été entendu. Et quand j'ai dit ici que je souhaitais revenir à charge auprès de la CIIP, je l'ai fait. Je suis revenu à charge auprès de mes collègues en envoyant d'abord par écrit la demande jurassienne. Je vous la mets volontiers à disposition puisque que vous doutez de la sincérité de mes démarches. J'ai d'abord demandé par écrit puis nous en avons débattu. Aucun autre canton n'a souhaité aller dans le sens proposé par le Jura. Voilà la réalité. Si j'ai dit à cette tribune que je n'étais pas un ardent défenseur de ces 14 mesures d'orthographe, j'ai toujours tenu la même ligne sur la sensibilisation. Vous dites que vous mélangez les deux pour décrédibiliser mon propos sur le langage épïcène. J'ai toujours tenu la même ligne, dire que c'était un premier pas important qui était celui de sensibiliser. Nous avons toujours tenu le même discours à ce sujet. Nous n'avons jamais voulu complexifier en ajoutant des tirets ou, que sais-je, des points dans les mots en mettant le féminin et le masculin en même temps. Ce n'est pas cela l'objectif. C'est d'aller au-delà de certains clichés où on parlerait, je le disais, pour prendre deux exemples, uniquement d'une coiffeuse et d'un physicien. Je le disais dans la séance de la CIIP où le message donné le Parlement jurassien a été apporté. Il a été décidé de maintenir la réédition en l'état par rapport au fait que ce processus est terminé. Le processus de rédaction est terminé. Par contre, ce n'est pas encore imprimé. J'ai également insisté sur l'importance de problématiser la coexistence des deux orthographes. La variation linguistique, dont les différentes formes d'orthographe font partie, continuera d'être traitée à l'école.

Sur le fait que vous puissiez cet après-midi prendre une décision avec des conséquences importantes, de ne pas utiliser ce moyen d'enseignement, je le disais, conséquences économiques puisque cela fait des années que nous payons. Mais peut-être que l'on peut s'en passer. Qu'est-ce que nous aurions comme alternative ? Conserver les anciens moyens qui datent de 2004. C'est possible effectivement. En acquérir d'autres, en France ou en Belgique, en sachant que les principales maisons d'édition, Hatier, Nathan, De Boeck, Magnard, utilisent déjà la nouvelle orthographe ?

Je le disais, cela représenterait évidemment des coûts supplémentaires importants pour le Canton. Cette décision impliquerait en outre une nette diminution de la qualité au niveau pédagogique et didactique puisque le Jura aurait le choix entre des manuels que nous qualifions de « vieillots » et des manuels sans liens si on les achète dans d'autres pays. Sans liens avec le Plan d'études romand ni avec notre culture helvétique, sans oublier les effets sur les élèves qui accomplissent ou poursuivent leur formation dans un autre

canton. Nous avons beaucoup de liens avec les autres cantons voisins et nos élèves sont de plus en plus mobiles. Je pense aussi à nos élèves Francs-Montagnards qui vont faire leur gymnase à La Chaux-de-Fonds pour des raisons évidentes de mobilité. Il deviendrait compliqué d'avoir un autre moyen d'enseignement ou un vieux moyen d'enseignement pour préparer nos élèves qui, une fois arrivés dans un autre canton, ne seraient plus au même niveau que leurs camarades de classe.

L'orthographe rectifiée ne change pas la langue française, le savoir ni la pensée, bien heureusement. Elle participe à une évolution normale et régulière de l'orthographe, acceptée par l'Académie française et mise en pratique dans la plupart des correcteurs d'orthographe. Au jour où l'illettrisme touche près de 10% de la population suisse, faciliter l'accès à l'orthographe pourra contribuer à diminuer au moins un peu ce fossé entre les milieux sociaux. Le Gouvernement jurassien ne considère pas que toutes les mesures de l'orthographe rectifiée soient indispensables, ça rejoint mon propos de la dernière fois à cette tribune, mais juge pertinent de faciliter l'approche de l'écriture et de sensibiliser la jeunesse au langage épïcène.

Il est important de noter que l'impact des rectifications est somme toute limité et c'est pour ça que je vous parle, Monsieur le Député, d'un compromis qui, à mon sens, est tout à fait acceptable même si nous ne sommes pas ici, dans le Jura, des chantres de cette orthographe rectifiée. Mais nous pensons que c'est acceptable puisque sur les 32 premières pages de ce manuel, sur les premiers chapitres, cinq mots sont concernés. C'est une étude qui a été faite en Belgique, 0,3% des mots serait concernés. Notre pragmatisme nous dit de ne pas jeter le bébé avec l'eau du bain. Voilà ce qui est proposé aujourd'hui et c'est pour ça qu'il est proposé de rejeter cette motion.

Mme Céline Robert-Charrue Linder (VERT-E-S) : La motion de notre collègue Alain Schweingruber soulève simultanément les questions de l'orthographe rectifiée et de la sensibilisation au langage épïcène liées entre elles par l'annonce de la CIIP de les introduire dans les nouveaux manuels de français en tant que référence et éléments de sensibilisation de la rentrée 2023. Ces deux sujets sont très différents quant au but visé, qu'il s'agisse de l'un ou de l'autre. Les discussions les concernant sont tout aussi passionnantes que passionnées. Il sera toutefois difficile aujourd'hui au sein de cet hémicycle de refaire l'entier du débat sur le bien-fondé ou non de l'introduction de l'orthographe rectifiée et de la sensibilisation au langage épïcène. Mais l'orientation des positions prises par les différents partis et les groupes donnera toutefois lieu à un avis des plus démocratique, comme souhaité par Monsieur le Député par le biais de cette motion.

L'orthographe rectifiée tout d'abord. Elle a ses adeptes et ses détracteurs et détractrices. Il faut reconnaître que l'on peut être légèrement bousculé quant à l'introduction de ces nouvelles règles orthographiques. C'est le cas de plusieurs d'entre nous dans le groupe VERT-E-S et CS-POP, notamment pour des raisons d'histoire de la langue et de repères étymologiques. Je suis moi-même, de par mon métier, sensible aux spécificités. Cela étant dit, notre groupe est acquis au fait qu'il n'est pas donné à toutes et tous d'avoir des facilités de la compréhension et l'écriture du français et que la pratique de la langue écrite peut de fait constituer un facteur d'exclusion, d'où la pertinence, à notre sens, de l'introduction des règles de simplification.

Depuis 1996 ou 2002, je ne sais plus exactement, les deux orthographes cohabitent. Il n'est pas certain qu'il soit plus simple de favoriser une orthographe plutôt qu'une autre pour les apprentissages. Mais considérant que, d'après nos informations, les nouveaux moyens d'enseignement sont quasiment sous presse, et tout le travail qui a précédé cette mise en place de ces manuels en amont, on imagine mal le Canton du Jura rétropédaler et faire bande à part en matière d'enseignement de la langue française. A mon sens toutefois, il s'agira de porter une attention particulière quant à la communication qui accompagnera cette nouvelle référence que constituera l'orthographe rectifiée. Une lettre écrite, selon les bases de la nouvelle orthographe, pourrait vite, par exemple, dans le cadre d'une postulation, être mal interprétée si l'employeur ou l'employeuse n'est pas au fait de ces nouvelles normes et pourrait potentiellement se retourner contre la personne en recherche d'emploi. Les changements engendrés par l'entrée en vigueur de l'orthographe rectifiée devront largement dépasser le cadre du milieu de l'enseignement en termes de communication et d'information.

Concernant le langage épïcène maintenant, l'écriture épïcène n'est pas l'écriture inclusive. Il n'est pas ici question, comme l'a dit Monsieur le Ministre, de point médian ou de doubles points médians, mais d'une approche de l'expression du français parlé et écrit consistant à remplacer des mots ou substantifs genrés par des mots plus neutres. Par exemple, les êtres humains plutôt que les hommes, les membres du Conseil national plutôt que les conseillers nationaux, la population à la place des citoyens, et bien d'autres exemples encore. La langue épïcène ne remet pas en cause la pratique de la langue française mais elle permet d'exprimer autrement les idées, idées qui prennent en compte l'évolution de la société. Les tables rondes autour du langage épïcène et inclusif, qui ont eu lieu le 2 décembre dernier à Porrentruy et peu avant à Moutier, étaient particulièrement instructives. Je vous encourage à participer à d'autres débats de ce type si vous en avez l'occasion. Il s'agit aussi de débats démocratiques qui soulèvent des questionnements légitimes quant à la pratique du langage androcentré et de la nécessité de reféminiser la langue, d'où la pertinence de la sensibilisation au langage épïcène dans les moyens d'enseignement telle que souhaitée par la CIIP.

Pour les raisons précitées, le groupe VERT-E-S et CS-POP refusera la motion et vous invite à en faire de même.

Mme Hildegard Lièvre Corbat (PS) : Comme le précise Monsieur Schweingruber, une langue est appelée à évoluer et avec elle l'outil qui permet de la retranscrire. Cet outil s'appelle l'orthographe ou la graphie. Il doit donner des règles certaines à une autre langue pour la rendre pure et éloquente. Elle doit permettre à la population qui doit l'utiliser de pouvoir se comprendre, se faire comprendre et exprimer ses idées. On ne peut pas exprimer une idée s'il n'existe pas les mots pour le faire. Le langage épïcène va pallier en partie à cela. Oser s'exprimer aujourd'hui n'est pas aisé pour tous. En effet, ne pas maîtriser cette orthographe de français aujourd'hui reconnue comme très compliquée, empêche une partie de la population de le faire car, aujourd'hui encore, nous sommes jugés aussi sur notre maîtrise de l'orthographe. Nos idées ont le droit d'arriver dans l'espace public à une seule condition, maîtriser l'orthographe. L'orthographe rectifiée équilibrera un peu cet état de fait.

L'orthographe rectifiée ne transforme pas ou ne simplifie pas fondamentalement notre langue. Elle lui fait faire un nouveau pas dans son évolution commencée au XV^e siècle,

et je vous rappelle que l'orthographe est un outil. Le langage épïcène, quant à lui, permet de retranscrire une idéologie politique acquise à Monsieur Schweingruber, qui est l'égalité entre les genres. Le langage épïcène, à ne pas confondre avec le langage inclusif, veut mettre en avant des termes qui englobent les genres.

Le motionnaire demande que ces deux points soient mis en concertation démocratique avant d'arriver sous les yeux de nos enfants. La CIIP est une assemblée composée de représentants des cantons par le biais des ministres et de conseillers. Ces conseillers ont les compétences et sont à même de prendre des positions sur ce sujet. Un concordat a été signé en 2008, que vous aviez d'ailleurs signé Monsieur Schweingruber, afin de donner justement à la CIIP la mission de définir le contenu d'une des langues nationales ou d'en modifier les règles.

Contrairement à vous, je pense que permettre à tous les enfants, « niais » compris, que pouvoir apprivoiser et acquérir notre langue est indispensable. C'est pourquoi le groupe socialiste, dans sa majorité, ne soutiendra pas votre motion.

M. Philippe Rottet (UDC) : Vous connaissez toutes et tous une institution qui promet la défense de la langue française, non seulement dans l'hexagone mais bien au-delà. Nous parlons le français au Québec, dans les îles françaises, en Afrique, en Europe, et j'en passe. Quasiment sur tous les continents parce que c'est une langue cohérente. L'institution qui rend cette langue cohérente, c'est l'Académie française, qui a près de 400 ans. C'est la référence, qu'on le veuille ou non. Elle défend la langue française avant toute chose et elle n'est pas restée indifférente par rapport à ce langage épïcène, par rapport à cette écriture inclusive. Voilà ce qu'elle a dit, je vous lis deux lignes de deux paragraphes : « Prenant acte de la diffusion d'une écriture inclusive qui prétend s'imposer comme norme, l'Académie française, élève à l'unanimité une solennelle mise en garde. La multiplication des marques orthographiques et sa tactique qu'elle induit, aboutit à une langue désunie, disparate dans son expression ». Et elle termine : « Quant aux promesses de la Francophonie, - pour ceux qui font partie de l'APF - elles seront anéanties, si la langue française s'empêche elle-même, par ce redoublement de complexité au bénéfice d'autres langues qui en tireront profit pour prévaloir sur la planète, l'anglais ».

On voudrait être dans le Jura, et peut-être en Suisse, plus catholique que le pape. Regardons ce que dit le ministre de l'Education nationale, Jean-Michel Blanquer, c'était en mai de cette année : « Une directive interdit à l'école, en France, tout ce qui est excessif et par nature insignifiant ». Ces pseudos linguistes pourraient aller, pour ma part se rhabiller. En ce qui concerne l'UDC dans son ensemble, nous soutiendrons naturellement, vous l'avez compris, la motion de Monsieur Alain Schweingruber.

M. Samuel Rohrbach (PDC) : Je prends aujourd'hui la parole au nom de mon groupe mais avec le regard d'un enseignant de français qui espère pouvoir, dans quelques temps, utiliser ces nouveaux moyens d'enseignement, mais aussi le regard d'un membre de la commission pédagogique de la CIIP, commission qui a pour mandat de suivre et de préavisier l'édition des moyens d'enseignement romands. Je connais donc bien ce sujet. La motion de notre collègue cherche à empêcher la mise en œuvre d'une décision de la CIIP de ce printemps concernant les moyens d'enseignement romands. Cette décision comporte deux aspects ou

thèmes, pour ne pas dire thématiques, la prise en compte de 14 principes de l'orthographe rectifiée de 1990 ainsi qu'une sensibilisation au langage épïcène et non pas l'écriture inclusive.

Concernant la sensibilisation au langage épïcène, je me permets quelques précisions. On ne veut pas d'une écriture inclusive, donc pas de point médian ou de tiret, encore moins alourdir les phrases. Les formulations ne rendront en aucun cas la lecture, la compréhension et les apprentissages plus difficiles. Il ne s'agit pas d'une complexification. On veut proposer des formulations qui respectent la diversité et assurent une certaine égalité des genres. Par exemple, la doctoresse et l'infirmier parlent du patient et non pas le docteur et l'infirmière. Les images et les représentations, les textes d'auteurs devront aussi être équilibrés. On va essayer de tendre à cet équilibre dans ces moyens d'enseignement. On va essayer de ne pas utiliser une écriture discriminante. On ne parle pas de la plus belle liste de tout à l'heure mais on va plutôt dire, par exemple pour l'accord des adjectifs, que l'accord se fait au masculin au lieu de dire que le masculin prime sur le féminin. Ce sont des nuances mais on va éduquer nos élèves avec ces nuances, mettre en place dans les écoles des programmes d'éducation à l'égalité, comme cela se fait actuellement. C'est nécessaire, c'est bien mais il faut sensibiliser les élèves dès leur plus jeune âge et cela sera beaucoup plus porteur sur la durée.

Concernant les 14 principes de l'orthographe rectifiée, je l'ai dit, ils existent depuis 1990. Ils sont appliqués dans les dictionnaires et dans des moyens d'enseignement de français. Par exemple, au niveau des dictionnaires, la 92^e édition du dictionnaire de l'Académie française les prend en compte, le dictionnaire d'orthographe et de difficultés du français, édité en 2010 par Le Robert, les prend en compte, le nouveau Petit Robert de 2007, le Petit Larousse illustré depuis 2012 et, pas des moindres, le dictionnaire officiel du Scrabble, 6^e édition de 2011. Les principes sont simples. Je ne vais pas vous les citer mais je vais en reprendre un qui devrait intéresser les amoureux de la langue française comme moi. On va franciser les mots empruntés à d'autres langues en mettant des accents comme pour médias ou en mettant les marques du pluriel comme coatchs. Au revoir les anglicismes. Il n'y a rien de révolutionnaire. En plus, cela ne concerne que peu de mots. Une étude belge de 2010 montre qu'en moyenne, tous types de textes confondus, on a 3,8 mots sur 1'000 qui seront rectifiés. Les principes de l'orthographe rectifiée rendent la langue plus cohérente en renforçant les règles, tout en supprimant des exceptions qui ne sont plus justifiables. Il s'agit de faciliter la graphie de la prononciation et faciliter la compréhension des textes et bien sûr l'enseignement. C'est aussi privilégier le raisonnement par rapport à la mémorisation d'exceptions, bijoux, cailloux, poux et autres, et avoir une ligne claire pour les enseignants et les élèves.

La motion dit dans son texte, je lis : « Il n'appartient en effet pas à l'Etat de définir le savoir mais de le transmettre, respectivement le promouvoir ». Comme le dit la loi jurassienne relative à l'usage de la langue française, l'Etat assure un enseignement qui permet la maîtrise et suscite l'amour de la langue française. Pas plus notre Constitution que celle des autres cantons romands ne confie à l'Etat la mission de définir le contenu d'une des langues nationales ou d'en modifier les règles. L'amour d'une langue passe par sa compréhension, compréhension qui sera plus simple pour les élèves avec ces 14 principes. Il ne s'agit pas aujourd'hui de

modifier les règles. Elles sont déjà définies, modifiées et admises par le Conseil de la langue française et l'Académie. La CIIP ne définit en aucune façon le savoir. Elle décide de ce qui doit être enseigné en s'appuyant sur une définition raisonnable de l'orthographe proposée par le Conseil supérieur de la langue française. Elle la transmet et la promeut dans le domaine de compétences qu'est le sien.

Cela dit, l'orthographe n'est pas à proprement parler un savoir, au même titre, par exemple, que les lois de la physique. C'est avant tout une convention sociale qui se traduit dans les usages et qui est régulée par l'Académie française et reprise par les dictionnaires et les correcteurs orthographiques. L'orthographe est un outil au service de la langue. Elle a évolué, subissant en particulier de très nombreuses modifications entre le XVII^e et le XIX^e siècle. Elle va encore évoluer. Si vous prenez le mot « nénuphar », on l'écrivait sans accent avec « f ». En 1762 avec un accent et en 1935 on a mis « ph », alors que l'origine du mot est arabe et c'est un « f ». Intégrer les principes de l'orthographe rectifiée, c'est tenir compte de cette évolution en faisant un choix pédagogique de proposer aux élèves une orthographe renforcée puisqu'elle diminue les incohérences et les exceptions non justifiées.

La CIIP, cela a été dit, a agi dans le strict périmètre des compétences qui lui sont conférées. De plus, cela a été également dit, plusieurs associations, comme la Fédération des associations de parents d'élèves de Suisse romande et du Tessin, la Conférence latine des directeurs ou encore le Syndicat des enseignantes et des enseignants de Suisse romande, qui représentent aussi notre société, soutiennent ce projet. Concernant le report demandé, notre ministre l'a dit à l'assemblée plénière de la CIIP, les autres cantons, lors d'une discussion démocratique, ne sont pas entrés en matière. Si on persiste, le Jura fera cavalier seul. Il devra trouver les manuels de son côté, ce qui va engendrer des coûts supplémentaires en plus de ceux qui ont déjà été payés par notre Canton. Le moyen d'enseignement pour le premier cycle est terminé, il attend d'être imprimé et il ne sera pas facile, je vous le dis, de trouver un manuel en adéquation avec le plan d'études romand. La recherche sur le marché des moyens d'enseignement francophones a déjà été faite, et il y a encore moins de moyens sans ces principes puisque les principaux ouvrages existants du côté français (Nathan, Magnard ou Hachette), les intègrent déjà. Si le Jura se retire de ces moyens, ça va mettre à mal la coordination romande qui est essentielle dans le domaine de la formation.

Pour terminer, je le répète, il ne s'agit pas de simplifier le savoir car l'orthographe n'en est pas un, c'est une convention sociale. Voulez-vous vous prononcer sur le contenu des livres d'allemand, de maths, de géographie ? Ces nouveaux moyens d'enseignement devraient arriver dans les classes romandes à partir de 2023. Les premiers élèves postuleront pour des places d'apprentissage dix ans plus tard. Nous avons donc douze ans pour assurer une bonne communication. Le groupe PDC-JDC refusera à l'unanimité cette motion.

M. Raoul Jaeggi (PVL) : J'ai lu ou vu je ne sais plus où que la réforme du français était sur les réseaux sociaux et dans les médias un des sujets les plus passionnés et les plus évoqués après la COVID et je trouve cela plutôt plaisant de parler un peu moins du virus et un peu plus d'autre chose. J'allais ici principalement parler de la réforme de l'orthographe et moins du langage épïcène. Je suis d'accord avec le fait que ce sont deux choses complètement séparées

mais je ne résiste pas à vous faire part quand même de cette petite phrase qui n'est pas de moi. J'ai entendu Monsieur Valéry Rion, enseignant au Lycée, sur les ondes de Fréquence Jura, qui disait en substance qu'il fallait se méfier de féminiser tous les mots. Par exemple, « elle est parmi la meilleure écrivain de cette décennie » ou « elle est parmi les meilleures écrivaines de cette décennie » ne voulait pas dire la même chose et que ce n'était pas à l'avantage des femmes de féminiser en l'occurrence. C'est important qu'on se comprenne. C'est pour cela qu'il ne faut pas modifier la langue. Monsieur le Ministre parlait ici d'inversion des priorités. C'est bien là qu'est le problème. Il y a beaucoup de confusions dans ces discours, il y a beaucoup de confusions sur qui peut faire quoi, sur qui fait quoi et quand on fait quoi. Je partage l'analyse que ce n'est pas dans la compétence de la CIIP de décréter une modification de l'orthographe dans les moyens d'enseignement romands.

On nous rétorque toujours que le français évolue, c'est normal. C'est vrai et tant mieux. Jusqu'ici, c'est dans la pratique et dans les usages que l'on a fait évoluer le français. Ici, ont fait l'inverse. On veut décréter un nouvel usage. Et qui le décrète ? Cela devrait être le résultat de discussions dans nos parlements. Et quand j'entends qu'il n'y a pas eu de proposition à la CIIP-CSR, oui, il n'y en a pas eu parce qu'elle a été mise devant le fait accompli. Monsieur Siggen, président de la CIIP, a confirmé qu'ils attendaient avant d'imprimer de voir ce qu'il se passerait dans les cantons. Des élus ont pris la parole lors de cette séance, notamment un député de Genève, une députée du canton de Vaud et moi-même pour le Jura pour savoir ce qu'il en était de cette question et pour savoir pourquoi on n'avait jamais évoqué cela à la commission de contrôle, pour que l'on puisse justement faire des remarques, des propositions ou dire si on était d'accord ou pas. Et ça, c'est un défaut malgré tout. La France n'a pas adopté cette réforme mais nous serions, avec les Belges, les seuls francophones à faire cette inversion de priorité. Quand on parle de 1990, l'Académie française a accepté une réforme de l'orthographe, elle a toléré une nouvelle graphie. Ça ne veut pas tout à fait dire la même chose.

M. Pierre-André Comte (PS) : Selon ce qui a été lancé, c'est vous Monsieur le Ministre qui avez insisté au sein de la CIIP pour que la décision soit prise rapidement. Vous avez pressé le pas alors que vous saviez qu'une opposition se manifestait et se développerait dans notre Parlement. Vous avez donc tenu un double langage qu'il est légitime de déplorer. Vous dites, Schweingruber l'a rappelé : « Je ne me suis pas battu spécialement pour cela, j'étais plutôt parmi les personnes qui étaient dans la résistance de ces changements ». La résistance. On croirait du Stéphane Hessel. La résistance à un sens, les mots ont un sens. Plus loin, vous avez eu ce propos totalement ébouriffant : « Je n'ai pas de soucis sur le fait de revenir à charge auprès de la CIIP », finissant votre phrase par : « Le Jura, s'il le veut, pourrait toujours garder les anciens moyens ». Vous avez tendance, Monsieur le Ministre, à vous plaindre d'attaques personnelles quand on vous contrarie. Ici, ne le prenez pas pour cela mais, franchement, après le rappel de ces déclarations, ne pensez-vous pas que vous avez un vrai problème avec la vérité ?

Vous aviez raison le 1^{er} septembre. La décision à ce propos devait être prise à l'unanimité, conformément aux statuts de la CIIP. Ainsi, si vous aviez dit non, en tenant compte de ce que nous souhaitions, aucune décision n'aurait été prise. Et nous en serions restés là, mais vous avez préféré

jouer sur les deux tableaux. On pourrait s'arrêter déjà là pour justifier l'adoption de la motion. Cela dit, j'approuve cette motion pour des raisons liées à l'usage de la langue française. 30 ans après son élaboration, cette réforme ne s'est pas imposée. L'objectif de simplification n'est ainsi pas atteint. Au contraire, il faut en déduire qu'elle a déjà échoué et que de l'imposer dans les moyens d'enseignement n'est que volonté idéologique. La langue à usage idéologique, ce n'est pour moi pas acceptable. Voyez-vous, quand on se réjouit de l'introduction du pronom nouveau « iel » dans Le Robert, on n'est pas loin de la folie. Savez-vous à ce propos quelles réactions a provoqué cette nouveauté dans les milieux radicaux du 7^e arrondissement ? Ils sont montés à l'assaut pour proclamer, je les cite : « Que dans le mot « iel » raisonne et perdure la hiérarchie traditionnelle et la violence symbolique du privilège masculin parce que le « i » du pronom masculin est placé devant le « e » du pronom féminin ». Chers collègues, demandez-moi de le prononcer à l'envers, je ne le ferai pas, je vous rassure. On est en plein délire. Comme le dirait un de nos camarades assis à ma droite, qui malheureusement aujourd'hui est absent ou s'est fait remplacer, c'est nul. Et ce ne sont pas les appels des moulins à prières et des pianos mécaniques de la pensée dominante qui y changeront quelque chose.

Pendant le temps des fariboles, depuis des mois, la propagande déferle avec son lot de dénigrement. Il faut être dans l'air du temps. Cette ambition de feuille morte et l'air du temps, c'est agresser notre langue, honte aux Français qui seraient sexistes, haros sur le français qu'on viole tous les jours à coup d'intrusions anglo-saxonnes. Ça fait dix fois ce matin que vous votez sous le bandeau « Voting Timers ». Zut à une langue qu'on torture par l'écriture inclusive. Cette fois, je le cite : « Cette bêtise absolue, niaise, laide et inutile », comme l'a qualifiée Alexandre Voisard. Une référence qui me suffit largement pour exprimer ce que j'en pense. Ils nous disent qu'il s'agit d'une rectification de l'orthographe. Voilà bien une expression impropre car orthographe signifie étymologiquement écrire droit, correctement. Rectifier, c'est rendre droit ce qui est de travers ou correct ce qui est faux et, pourtant, l'orthographe actuel n'est pas fautive.

Quand ils nous disent que ni le génie de la langue française ni son élégance ne sont infectés, ce n'est pas vrai. Cette réforme ne respecte pas l'étymologie. On procède à une simplification à bon marché, on ampute, on contracte, on dénature. On a beau jeu d'invoquer l'Académie française dans le cas de cette rectification qu'elle aurait approuvée, ce qui est faux. Sa position n'a jamais été celle d'une approbation et elle n'a pas varié sur ce point. Elle a donné un accord conditionnel sur un nombre réduit de simplifications qui ne soient pas imposées par autoritaire et qu'elles soient soumises à l'épreuve du temps. J'ajoute qu'invoquer l'Académie sur laquelle ces littéraires d'un jour jettent ordinairement leur opprobre, la traitant de ramassis vieillarde cacochyme, relève d'une posture plus que surprenante pour ne pas dire indécente.

Une dernière chose, chers collègues, je pense qu'approuver cette motion est aussi un moyen de s'opposer aux piétinements de la souveraineté cantonale que les conférences ministérielles, là où on est faible, et l'administration fédérale veulent à tout prix diminuer. Je vous invite donc, avec le quart de mon parti à adopter cette motion.

M. Martial Courtet, ministre de la Formation, de la Culture et des Sports : C'est grave, Monsieur le Député, ce que

j'ai entendu. Ce que vous dites à propos de la notion de vérité. Vous parlez du poids des mots. Je mets volontiers à disposition, pour toutes les personnes qui le souhaitent, le mail que j'ai écrit le 13 septembre dernier à mes collègues de la CIIP puisque vous en doutiez aussi Monsieur Député. J'ai fait une capture d'écran, je vais l'agrandir et vous la lire : « Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les Conseillers d'Etat, chers collègues, vous avez certainement pris connaissance de la teneur de la résolution no 211 du Parlement jurassien ». Ça c'est l'introduction, puis je dis que « je constate que nous avons peut-être sous-estimé l'opposition que le projet évoluant pourrait faire naître » et la phrase suivante est intéressante : « Nous pouvons aussi admettre que l'usage actuel de la langue française ne justifie pas l'introduction immédiate des nouvelles règles dans les manuels scolaires. Cette option nous permettrait de publier les moyens d'enseignement romands sans délai afin de respecter le calendrier d'introduction. Nous pourrions enfin attendre que les rectifications qui soient vraiment facilitatrices ». Ça rejoint mon propos quand je vous disais que je n'étais pas convaincu, « interviennent pour modifier les manuels à l'occasion d'une prochaine réédition ». C'est ce que je leur ai dit, remettre en question la décision de mars 2021 pour publier ces manuels sans ces rectifications orthographiques.

M. Alain Schweingruber (PLR) : Je prends note, Monsieur le Ministre, du texte que vous avez écrit. Je le lirai *in extenso* volontiers si vous me l'envoyez. Vous vous êtes donc opposé à cela et ma question, et ensuite ? Vous devez prendre des décisions à l'unanimité. Que s'est-il passé ? Vous vous êtes exprimé en nous disant que rien n'était fait le 1^{er} septembre. Aujourd'hui, ce n'est pas encore exprimé non plus. Vous parlez de frais qui ont déjà été engagés. En général, on paie la facture quand on la reçoit, après que les travaux aient été exécutés et pas avant. Il y a deux propositions qui font l'inverse, je ne vais pas les citer. Dites-nous clairement combien ça a déjà coûté puisque ça a déjà été payé apparemment. J'observe également que selon ce qui a été dit ici par les opposants à cette motion, ça ne concernerait que 0,3% des mots. Est-ce que l'on fait des nouveaux manuels ou est-ce qu'on les change complètement à cause de 0,3% des mots ? Faites ces manuels et enlevez ces 0,3% puisqu'ils ne sont pas encore imprimés et ensuite on discute. Ensuite, tous les Grands Conseils romands en discutent avec une large conciliation, cas échéant. Qu'il y ait un vrai débat. On ne l'a pas eu. Aucun Grand Conseil ne l'a eu.

Apparemment, tout n'a pas été fait, vous avez encore une marge de travail et d'influence. Utilisez cette marge et tout le monde sera content. Vous aurez des nouveaux moyens d'enseignement et ensuite la discussion pourra toujours se poursuivre. Vous avez dit que vos collègues ont admis qu'on pouvait encore patienter avant d'imprimer tel quel ces ouvrages. Vous venez de le réitérer, j'en prends acte avec beaucoup de satisfaction. Alors admettez que l'on puisse encore en rediscuter, c'est ce que demande notamment ma motion. Si elle n'est pas acceptée, tout sera dit, tout sera fait et on n'aura plus aucun moyen de décision ni d'influence.

M. Martial Courtet, ministre de la Formation, de la Culture et des Sports : Cela fait depuis 2017 que nous sommes engagés dans ce processus, que nous payons des délégués, que nous participons aux frais qui sont répartis dans les différents cantons romands. Pour ce faire, la décision a été prise. J'ai ramené cela comme discussion, je pensais

que certains cantons pouvaient peut-être soutenir les éléments du courriel dont j'ai parlé et qui ont été défendus en plénière. Les autres cantons ne les ont pas soutenus en disant que si le Jura ne souhaite pas prendre ce moyen, qu'il ne le prenne pas. Voilà où on en est arrivé. La démarche a été faite et je réitère la position du Gouvernement qui pense que c'est un bon moyen d'enseignement même si tout, à vos yeux, n'est peut-être pas parfait.

Au vote, la motion no 1382 est rejetée par 33 voix contre 24.

13. Question écrite no 3411

100% d'échec aux examens à la HEP BEJUNE Francine Stettler (UDC)

Dans la presse du 24 septembre, nous avons pu lire que lors de la deuxième passation d'un examen de français à la HEP-BEJUNE à Delémont, il y a eu un taux d'échec de 100%. Et cela, pour un taux d'échec de 60% lors de la première passation. C'est-à-dire qu'actuellement, nous retrouvons 40 étudiants de la volée en situation d'échec. Ils ont encore droit à une dernière chance lors de la passation du mois d'octobre.

Cela fait maintenant plusieurs années qu'à la HEP-BEJUNE, il est considéré comme « normal », d'avoir un taux d'échec de plus de 50% à l'examen de français du premier semestre.

Dans l'article concerné, il est question d'une quatrième passation, qui avait été accordée à la volée précédente. Ce qui a finalement repoussé quelques exmatriculations. Certains étudiants ont alors suivi les cours à la HEP pendant quatre semestres, pour apprendre au terme de ces deux ans qu'ils sont exmatriculés pour un examen datant du premier semestre.

Nous demandons au Gouvernement :

1. Quelles sont les raisons d'avoir un taux d'échec aussi élevé lors d'un examen à la HEP-BEJUNE à Delémont (sachant que dans l'autre établissement de l'espace BEJUNE il est moins important) ?
2. Est-ce que le niveau des étudiantes et étudiants à la HEP est trop faible par rapport aux attentes face à une personne enseignante ?
3. Quels sont les frais inhérents à une telle procédure (quatre semestres) ?
4. L'enseignement de la HEP-BEJUNE est-il remis en question ?

Réponse du Gouvernement :

Le Gouvernement souhaite préciser en préambule que la réglementation des Hautes écoles en Suisse assure l'autonomie de celles-ci dans leurs missions de formation et d'évaluation. Adopté par le Parlement jurassien et entré en vigueur le 1^{er} août 2021, le Concordat intercantonal (Concordat HEP-BEJUNE) recentre les compétences du Comité stratégique sur les tâches essentielles d'un organe sommital et délègue les compétences « métier » (formation, recherche et prestations de services) à un nouvel organe, le Conseil de la Haute Ecole Pédagogique Berne, Jura, Neuchâtel (HEP-BEJUNE). Le Rectorat dispose des compétences inhérentes à la direction et à la gestion de la haute école.

Les décisions de la HEP sont sujettes à opposition devant l'autorité qui a rendu la décision, puis à recours devant le Rectorat. Quant aux décisions du Rectorat, elles peuvent être contestées devant la Cour administrative du Tribunal cantonal jurassien.

Le Gouvernement a pris connaissance des résultats de la deuxième passation d'un examen de didactique de français sur lesquels porte la présente intervention parlementaire. Les voies de droit étant ouvertes et des procédures d'opposition de recours se trouvant engagées, il n'est guère loisible aux organes de la HEP-BEJUNE concernés et moins encore au Gouvernement de se prononcer à ce stade.

Aussi, ni le Gouvernement, ni les services cantonaux responsables en charge des hautes écoles ne disposent des informations ou des connaissances requises pour évaluer la nature, la forme et le contenu des examens disciplinaires administrés par les hautes écoles. L'évaluation des étudiant-e-s doit rester dans le champ pédagogique, sans quoi on risque de mettre en danger l'objectivité de la démarche. Cependant le Gouvernement a été surpris par l'ampleur de ces résultats négatifs qui ont à première vue de quoi inquiéter les responsables de la formation des enseignants.

Avec le nouveau Concordat entré en vigueur en août dernier, la HEP s'est dotée d'un nouvel organe, le Conseil, chargé de la politique de formation et de la recherche. Celui-ci approuve notamment les règlements des études et des examens. Le Conseil est compétent pour traiter des questions générales de niveau ou d'exigences lors des examens de Bachelor.

Le Gouvernement est attentif à ce que les critères de qualité soient respectés au sein de la HEP-BEJUNE. Le suivi des taux d'échec fait partie de ces critères et une attention toute particulière sera apportée à l'évolution des résultats. Le Gouvernement considère pour cela les taux globaux d'échecs définitifs par année, qui demeurent relativement stables et notablement bas ces dernières années.

Dans la mesure de ses compétences et de ses connaissances, le Gouvernement répond aux questions de la manière suivante.

Réponse à la question 1 :

Le Gouvernement ne peut se prononcer sur la question. Il a cependant pris connaissance des taux d'échecs définitifs pour les trois dernières années scolaires à la HEP-BEJUNE et constate que ceux-ci sont faibles (2018-19 : 6,2%, 2019-20 : 3,6%, 2020-21 : 4,2%).

Réponse à la question 2 :

Considérant les taux d'échec susmentionnés, on peut logiquement en déduire que le niveau des étudiant-e-s qui entrent à la HEP est adapté. Un niveau trop faible impliquerait un taux d'échec plus élevé. Par ailleurs, le Service de l'enseignement et le Service de la formation postobligatoire ne constatent aucun problème de compétences ni de niveau parmi les étudiant-e-s sortant-e-s, c'est-à-dire le personnel enseignant nouvellement engagé issu de la HEP-BEJUNE.

Réponse à la question 3 :

Le coût moyen d'un étudiant à plein temps à la HEP-BEJUNE est de 28'000 francs par année. Ce coût est dans la moyenne des coûts en Suisse. En ce qui concerne les examens de la formation primaire, ceux-ci peuvent faire l'ob-

jet de trois passations en tout mais on ne refait pas le semestre après un échec. Il n'y a donc pas de coût de formation supplémentaire.

Réponse à la question 4 :

La HEP-BEJUNE vient tout juste de sortir de deux procédures exigeantes attestant de la qualité de ses prestations, à savoir une double certification ISO 9001 et ISO 21001 (confirmée par deux audits de suivi) et surtout une accréditation institutionnelle accordée, sans condition sur ses missions de base, par le Conseil suisse d'accréditation sur proposition d'un groupe d'experts et de l'Agence suisse d'accréditation et d'assurance qualité. Le Gouvernement considère que ces succès prouvent que l'enseignement de la HEP-BEJUNE est de qualité.

Mme Francine Stettler (UDC) : Je suis satisfaite.

15. Question écrite no 3418

**Pools salivaires : quelles informations aux familles ?
Gauthier Corbat (PDC)**

Les pools salivaires dans les écoles ne vont pas sans défi. Dans bien des cas, les familles se questionnent sur les mesures à adopter entre le résultat positif du pool et l'attente du résultat individuel de confirmation. Durant cet intervalle, parents comme élèves sont confrontés à une absence de directives claires. Sans compter que ces dernières évoluent de semaine en semaine. En exemple : des élèves d'une école primaire à Porrentruy testés positifs le jeudi 23 septembre, puis mis en quarantaine durant le week-end, ont pu retourner à l'école le lundi 27 septembre munis d'un masque, sans avoir reçu au préalable de résultat individuel; une quarantaine sociale n'étant pas synonyme de quarantaine scolaire. Le résultat, finalement connu en matinée, a eu pour conséquence de mettre les parents dans l'embarras. Un résultat positif aurait en effet exigé un retour à la maison des élèves infectés. Un tel système est particulièrement lourd et contraignant pour les familles.

Le Gouvernement peut-il renforcer sa communication aux familles et tout particulièrement lorsque des adaptations sont apportées aux mesures en place ?

Réponse du Gouvernement :

Depuis bientôt près de 20 mois la pandémie de la COVID-19 perturbe la vie de la population en général et le quotidien des établissements scolaires en particulier. La gestion de la crise répond à un défi permanent d'adaptation au gré des informations, des connaissances, des progrès de la recherche scientifique et de la circulation du virus et de ses variants.

Dans les écoles, la stratégie de dépistage a permis de détecter les foyers épidémiques précocement, d'éviter les flambées, surtout de revenir progressivement à des conditions d'enseignement d'avant COVID. L'objectif visé est le maintien de l'enseignement en présentiel.

Le Gouvernement peut répondre ainsi à la question posée.

Dans ce contexte, la communication a dû s'adapter avec parfois des événements plus rapides que les annonces.

Plusieurs canaux ont été privilégiés :

- les courriers d'informations aux parents par les directions d'écoles :
 - le 30 juin 2021, avec l'annonce de la mise en place de dépistages systématiques dès la rentrée scolaire ;
 - le 11 août 2021, avec les généralités et le consentement sur les tests salivaires hebdomadaires ;
 - le 28 octobre 2021, avec l'annonce de l'arrêt des tests salivaires répétitifs et le bref descriptif du nouveau processus utilisé.
- Les courriers d'informations aux commissions d'école :
 - le 19 septembre 2021, avec le protocole des tests salivaires hebdomadaires ;
 - le 28 octobre 2021, avec la version 2 du protocole de tests.
- Le courrier adressé aux élèves des divisions du CEJEF, avec les informations officielles relatives à l'organisation des tests.
- Le site « jura.ch » avec la mise en ligne des plans de protection et leurs mises à jour, 5^e version pour 2021-2022 actuellement en ligne.
- Les communiqués de presse :
 - le 13 août 2021, avec l'annonce du dispositif dans la conférence de rentrée ;
 - le 1^{er} septembre 2021, avec l'annonce de la poursuite des tests de dépistage dans les écoles ;
 - le 29 octobre 2021, avec l'annonce de l'adaptation du dispositif dans les écoles.

Les décisions de mise en quarantaine ou en isolement sont adaptées en permanence par la cellule de traçage, avec une appréciation laissée au médecin cantonal en fonction de la situation sanitaire et des contacts recensés. Le nombre de cas impliquant les mises en quarantaine dépend de la source de la contamination, il est donc très difficile de le définir de manière claire.

La situation vécue à Porrentruy (tests effectués mercredi 22 septembre 2021 au matin, résultat annoncé d'un pool positif le jeudi 23 septembre à 17.30 heures, tests de confirmation effectués le vendredi 24 septembre à 11 heures et résultats individuels négatifs connus le lundi 27 septembre à 9 heures) a permis de rectifier l'adaptation du dispositif.

Au regard de l'allongement des délais entre le premier test et le résultat du test de confirmation, élément perturbateur et inquiétant dans la vie des familles, il a été préconisé d'effectuer les tests les lundis, mardis ou mercredis pour réception des résultats avant le jeudi et confirmation avant la fin de semaine. Il a ainsi été possible de rassurer les familles et aussi de faciliter la compréhension des mesures dans l'attente des résultats.

L'embellie sur le plan de la situation sanitaire dans le canton a permis d'alléger le dispositif depuis le 2 novembre dernier. Cette mesure s'accompagne cependant d'une vigilance accrue qui a été communiquée dans un courrier aux familles par les directions. Ce dernier précise l'adaptation des mesures qui ont fait l'objet d'une brève description du processus de suivi des cas positifs par l'organisation de tests ciblés.

Le Gouvernement a ainsi répondu à la demande en précisant aux familles les nouveaux détails du déroulement des tests tels qu'ils sont réalisés actuellement.

M. Gauthier Corbat (PDC) : Je suis satisfait.

25. Arrêté autorisant le Gouvernement à accorder une subvention cantonale et une subvention fédérale, au titre de la loi fédérale sur la politique régionale, à l'Association Basel Area Business & Innovation pour financer l'initiative DayOne Tech durant les années 2022 à 2025

Le Parlement de la République et Canton du Jura,

vu la loi fédérale du 6 octobre 2006 sur la politique régionale (LPR),

vu l'article 84, lettre g, de la Constitution cantonale,

vu les articles 45, alinéa 3, et 49 à 51 de la loi du 18 octobre 2000 sur les finances cantonales,

vu la loi du 29 octobre 2008 sur les subventions,

vu l'article 3, alinéa 2, de la loi du 21 mai 2008 portant introduction à la loi fédérale sur la politique régionale,

vu le programme de mise en œuvre de la politique régionale de la Région Bâle-Jura 2020-2023 et la convention-programme liée à celui-ci,

arrête :

Article premier

Le Gouvernement est autorisé à accorder une subvention cantonale et une subvention fédérale, au titre de la loi fédérale sur la politique régionale, à l'Association Basel Area Business & Innovation.

Article 2

Ces aides sont destinées au financement de l'initiative DayOne Tech durant les années 2022 à 2025.

Article 3

¹ La subvention cantonale se monte au maximum à 1'150'500 francs.

² La subvention fédérale se monte au maximum à 1'260'500 francs.

Article 4

¹ Un crédit d'engagement de 1'150'500 francs est octroyé au Service de l'économie et de l'emploi pour assurer le financement de la subvention cantonale.

² Ce montant est imputable aux budgets 2022 à 2025 du Service de l'économie et de l'emploi, rubrique 305.3635.00.

Article 5

¹ Un crédit d'engagement de 1'260'500 francs est octroyé au Service de l'économie et de l'emploi pour assurer le financement de la subvention fédérale.

² Ce montant est imputable aux budgets 2022 à 2025 du Service de l'économie et de l'emploi, rubrique 305.3705.00.

Article 6

Les décisions du Parlement relatives au budget de l'Etat sont réservées.

Article 7

Le présent arrêté entre en vigueur immédiatement.

La présidente :	Le secrétaire général :
Katia Lehmann	Jean-Baptiste Maître

M. Edgar Sauser (PLR), au nom de la commission de l'économie : La commission de l'économie s'est longuement penchée sur le message qui vous est soumis. Elle a également eu l'occasion de visiter le site jurassien de Switzerland Innovation Parc Basel Area à Courroux lors de sa séance du 20 octobre 2021. Elle a pu s'entretenir avec les responsables de Basel Area et des entreprises implantées dans le Parc ainsi que les représentants du Centre suisse d'électronique et de microtechnique (CSEM) et de la HE-Arc.

Pour toutes ces personnes issues de divers horizons et le plus souvent venant de l'extérieur du Jura, le Parc offre un terrain idéal pour le développement de leurs projets. Il ne s'agit pas que de l'infrastructure. Il s'agit aussi et surtout des services que l'on y trouve, l'accompagnement offert par Basel Area, les liens avec la recherche universitaire et HES et les perspectives de collaborations avec les entreprises jurassiennes. La commission a pu s'en rendre compte concrètement avec la présentation d'un projet mené conjointement par l'Université de Bâle et l'entreprise Humard Automation de Delémont, dans le domaine de la chirurgie.

Dans cette perspective, l'initiative qui vous est proposée, avec DayOne Tech, vise à accélérer le processus de l'innovation en bénéficiant de l'expérience que Basel Area a déjà acquise avec ses accélérateurs, BasellaLaunch pour la pharmacie et DayOne pour les soins de santé.

Je ne reviendrai pas en détail sur le processus d'accélération qui est clairement décrit dans le message. Tout part de l'identification d'un problème, s'ensuit un concours d'idées et une sélection rigoureuse des projets les plus novateurs à fort potentiel de commercialisation, à même de résoudre ce problème. Enfin, les projets sélectionnés bénéficient d'un accompagnement professionnel dans leur développement. L'initiative DayOne Tech est le pendant technologique de l'initiative DayOne et est ciblée sur les soins de santé personnalisés avec le développement de nouvelles technologies et de nouveaux produits, comme l'impression de médicaments en 3D adaptés à la morphologie du patient, ou avec l'Hôpital du Jura le développement d'une application pour le suivi des patients à distance en oncologie ou enfin le développement d'un implant personnalisé.

Tous ces domaines intéressent de près les acteurs jurassiens de la santé et nos entreprises qui peuvent y faire valoir leur savoir-faire industriel et leurs compétences microtechniques. Ces mêmes domaines permettent en outre de rapprocher des entreprises jurassiennes et bâloises et de favoriser les collaborations avec la HE-Arc et les centres de recherche présents dans la région bâloise. C'est pourquoi la commission de l'économie accueille très favorablement l'initiative DayOne Tech et la soutient dans sa majorité. Elle a obtenu du Gouvernement l'assurance qu'elle serait étroitement associée au suivi des projets qui seront retenus quant à leur résultat et elle s'en réjouit.

Pour les raisons qui précèdent, la commission de l'économie vous invite à accepter le projet d'arrêté qui vous est soumis. Au nom de la commission, je tiens à remercier Monsieur le ministre Jacques Gerber ainsi que Monsieur Claude-

Henry Schaller, chef du Service de l'économie et de l'emploi, et toutes les personnes que nous avons pu rencontrer au Parc Innovation pour leur disponibilité et leurs explications. Nos remerciements vont également à notre secrétaire, Madame Alexandra Chappatte, pour la bonne tenue des procès-verbaux. Je profite de mon passage à cette tribune pour vous signifier que l'unanimité du groupe libéral-radical acceptera cet arrêté.

M. Ivan Godat (VERT-E-S) : Les discussions autour de cet objet ont été animées au sein du groupe VERT-E-S et CS-POP. Malgré un certain nombre de réticences exprimées, une majorité du groupe était prête à faire preuve de bonne volonté et à soutenir cet instrument et le potentiel qu'il offre en termes de diversification du tissu économique jurassien. La démarche proposée par cet accélérateur d'innovation, qui se propose de partir de problèmes concrets observés sur le terrain et s'attache à y trouver des solutions innovantes, nous semble en effet pertinente. Cependant, les décisions prises ce matin par le Parlement sur le budget pouraient bien avoir entamé une partie de la bonne volonté des membres de mon groupe.

M. Patrick Cerf (PS) : J'entends déjà les acteurs économiques nous faire passer pour des rabat-joie. Nous ne sommes pas seuls aujourd'hui comme rabat-joie au terme des diverses prises de position en effet de ce jour liées au budget. Permettez-nous d'assumer sans réserve ce qualificatif.

Vous l'aurez compris, chères et chers collègues, le groupe socialiste n'est pas convaincu, dans sa grande majorité, par le bien-fondé du financement public de ce projet aux contours flous, vous en conviendrez. A l'aune des restrictions budgétaires, et mon préopinant vient d'en parler, qui plombent globalement l'ambiance de la République et Canton du Jura, ce projet, pour le moins abstrait, apparaît comme étant malvenu, tant par son intention générale que par sa temporalité entre autres. Loin de remettre en question la nécessité de promouvoir les nouvelles technologies sur le sol jurassien, même associées d'anglicisme abscons, le groupe parlementaire socialiste estime qu'il faut savoir raison garder dans le contexte de marasme économique et sanitaire qui prévaut.

Non, le groupe parlementaire socialiste n'est pas réticent à la perspective de nouveaux emplois dans les technologies du futur, même à très long terme. Oui, le groupe parlementaire socialiste remet en question le caractère soi-disant indispensable d'injecter plusieurs centaines de milliers de francs annuels dans la boucle par trop feutrée des milieux économiques.

M. Jacques Gerber, ministre de l'Economie et de la Santé : Je remercie tout d'abord le rapporteur de la commission de l'économie. Je ne reviendrai pas sur son propos qui a été suffisamment complet. Le fait que ce dossier soit débattu dans l'enceinte du Parlement tient un peu du processus propre jurassien, aux limites également des compétences financières fixées dans la législation. Dans d'autres cantons, ce serait peut-être de la compétence du Gouvernement, voire du Département, voire même de certains services.

Je suis toutefois heureux que ce débat puisse avoir lieu au niveau politique car ce projet « Jour 1 », si on veut lui donner une autre dimension, donc Jour-J Tech, a quelque chose de nouveau pour le Jura. C'est une initiative, ce n'est

pas une structure. On nous a souvent reproché de mettre en place des structures qui n'apportaient pas grand-chose. C'est une initiative, une initiative limitée dans le temps, qui vise à renforcer la collaboration entre la recherche et les entreprises. Quand j'entends des commentaires sur les milieux feutrés de l'économie, cela n'a strictement rien à voir. Je peux comprendre que l'on définisse ce projet comme abstrait si à la base on pense que ce n'est que pour l'économie feutrée, c'est qu'on n'a pas su expliquer le projet en question, voire qu'on ne l'a pas compris. Or, de telles initiatives, Mesdames et Messieurs les Députés, sont fréquentes ailleurs en Suisse, dans le monde.

Je dirais même que ce sont des initiatives normales, qui sont financées pour animer les centres de recherche, pour animer cette relation entre le public et le privé et elles sont lancées régulièrement dans d'autres cantons, dans d'autres pays. Le Gouvernement, vous l'avez entendu, compte suivre cette initiative de très près parce que c'est une nouveauté dans le canton du Jura, parce qu'on n'a pas ce genre d'expérience. On n'a pas de grands centres universitaires avec ces liens avec notre tissu économique et, bien sûr, nous nous sommes engagés dans le cadre des discussions, également de la commission de l'économie, de faire un compte rendu régulier.

Comme toute nouveauté, ce projet, Mesdames et Messieurs les Députés, n'est pas sans risques, il faut le reconnaître. La recherche elle-même n'aboutit pas toujours aux résultats espérés. Je dirais même que l'échec est une composante intrinsèque de la recherche. Mais les échecs permettent aussi d'avancer, de découvrir, même si cela prend du temps. De la recherche fondamentale au développement, à la production et à la commercialisation, un produit par exemple thérapeutique, un implant personnalisé ou une technologie médicale suivent un cheminement complexe qui peut lui aussi prendre du temps, ne serait-ce que pour faire les tests et passer les homologations. C'est ce long cheminement qu'ont suivi notamment les vaccins ARN dont on parle tant aujourd'hui.

Faut-il renoncer pour autant à relever ce défi, juste par peur du risque, parce que nous avons en face de nous quelque chose de nouveau, quelque chose qu'on ne connaît pas traditionnellement dans le canton, peut-être justement ce qu'il nous manque pour amener de l'innovation, pour amener de la diversification dans notre tissu économique ? Mesdames et Messieurs, très clairement, la réponse du Gouvernement est non. Il appartient en effet aux autorités politiques de produire des orientations stratégiques qui s'inscrivent dans le moyen à long terme, tout en étant parfaitement conscient que rien n'est garanti d'avance. Relever ce défi, c'est aussi insuffler un état d'esprit qui doit de plus animer un autre coin de pays en matière de politique d'économie publique. La création de richesse doit énormément à la collaboration entre le public et le privé, entre la recherche et les entreprises. C'est même à cette étroite collaboration que l'on doit la compétitivité et la capacité de résilience de notre économie.

Pensez-vous sérieusement que l'économie suisse serait où elle est aujourd'hui simplement en dormant sur ses acquis ? Des pseudo-matières premières qu'elle n'a pas, on le voit très bien, la force de la Suisse, c'est justement sa recherche, sa capacité d'innovation, sa capacité de traduire cette innovation en produits réels qui répondent à des demandes qui se situent au niveau mondial. C'est ça la force de la Suisse. C'est aussi ça la force de cette Suisse qui reste

industrielle, ce que par exemple Israël n'est pas capable de faire parce que le pays n'a pas l'historique industriel de la Suisse. Le pays a certes la capacité de développer des projets, de développer de la recherche, mais à certains moments du processus, il n'est pas capable de passer dans la production. Nous avons la chance d'avoir tout cet historique de production industrielle, de capacité d'organisation, de processus efficaces pour être les meilleurs au monde dans des productions très spécifiques avec un ADN qui est reconnu dans le monde entier. Il nous manque, dans le canton du Jura, cette partie de la chaîne qui relie notre recherche fondamentale avec notre tissu économique.

Alors oui, Mesdames et Messieurs, il vaut la peine de relever le défi dans le Jura aussi. Avec un processus d'accélération qui dit bien ce qu'il veut dire : comprimer le temps qui sépare la recherche et la commercialisation d'un produit en réduisant le risque d'échec avec un accompagnement professionnel et exigeant. Soutenir la collaboration entre le public et le privé, entre la recherche et les entreprises, voilà l'enjeu du Parc d'Innovation et du projet qui vous est soumis pour validation. Là encore, ce n'est pas sans risques car c'est nouveau pour le tissu économique jurassien et la participation des entreprises jurassiennes n'est pas acquise d'emblée, contrairement à ce que l'on peut voir ailleurs en Suisse. Mais le Gouvernement est confiant, car il peut d'ores et déjà compter sur le soutien de la Chambre de commerce et d'industrie et de nombreux chefs d'entreprises qui ont déjà entrevu les perspectives offertes par cette initiative.

Je terminerai en relevant que DayOne Tech offre aussi des perspectives nouvelles pour des Jurassiens hautement qualifiés mais qui trouvent hélas actuellement peu, pas assez ou plus d'opportunité ailleurs, notamment à proximité de grands centres urbains et surtout de hautes écoles. C'est un autre enjeu de l'initiative qui vous est proposée aujourd'hui, mais à moyen et à plus long terme, car il faut être réaliste, cela ne se fera pas en un jour.

Pour les raisons qui précèdent, Mesdames et Messieurs les Députés, le Gouvernement vous remercie d'ores et déjà d'adopter le projet d'arrêté qui vous est soumis.

L'entrée en matière n'est pas combattue.

Tous les articles, ainsi que le titre et le préambule, sont acceptés sans discussion.

Au vote, l'arrêté est accepté par 38 voix contre 8.

26. Arrêté portant octroi d'un crédit supplémentaire destiné au versement du solde dû par l'Etat pour l'investissement lié au centre de rééducation sur le site de Porrentruy de l'Hôpital du Jura

Le Parlement de la République et Canton du Jura,

vu l'article 57, alinéas 1 et 2, de la loi du 18 octobre 2000 sur les finances cantonales,

vu l'article 59, alinéa 2, de la loi sur les établissements hospitaliers,

vu l'arrêté du 18 février 2009 octroyant un crédit d'investissement spécial à l'Hôpital du Jura pour la réalisation du centre de compétence en rééducation sur le site de Porrentruy,

arrête :

Article premier

Un crédit supplémentaire de 7'230'040 francs est octroyé au Service de la santé publique.

Article 2

Il est destiné au versement au 31 décembre 2021 du solde dû par l'Etat pour l'investissement lié au centre de rééducation sur le site de Porrentruy de l'Hôpital du Jura.

Article 3

Ce montant est imputable au budget 2021 du Service de la santé publique, rubrique 200.5640.00.

Article 4

Le présent arrêté entre en vigueur immédiatement.

La présidente :	Le secrétaire général :
Katia Lehmann	Jean-Baptiste Maître

M. André Henzelin (PLR), au nom de la commission de gestion et des finances et président d'icelle : Le 18 février 2009, notre Parlement a accepté l'octroi d'un crédit de construction à l'Hôpital du Jura de 8'475'000 francs pour la réalisation du centre de compétences en rééducation sur le site de Porrentruy. Le message y relatif daté du 18 novembre 2008 est annexé à celui dont il est question sous ce point de notre ordre du jour. Je me permets donc de m'y référer et de ne reprendre ici que des éléments financiers concernant cet investissement. A ce sujet, je rappelle ainsi qu'à cette époque l'Etat finançait les nouvelles constructions par la voie du crédit de construction. Toutefois, pour cet objet, ne disposant pas du budget nécessaire, notre Parlement a autorisé l'Hôpital du Jura à recourir à l'emprunt pour financer le crédit de construction. Cette disposition en plus de la mention que la charge financière induite (intérêts et amortissements) était admise au compte d'exploitation de l'Hôpital du Jura est mentionnée à l'article 1, alinéa 2 de l'arrêté ad-hoc. Quant à l'alinéa 3 du même article, il précise encore que la participation de l'Etat intervient par l'intermédiaire des enveloppes budgétaires annuelles d'exploitation et d'investissement allouées à l'Hôpital du Jura.

Depuis lors un changement du mode de financement des prestations, introduit par la LAMal, a été effectué en 2012 avec l'entrée en vigueur de la loi du 26 octobre 2011 sur les établissements hospitaliers en remplacement de celle du 22 juin 1994. Le nouveau mode de financement est rappelé dans le message du Gouvernement et je me permets de m'y référer. En effet, compte tenu des dispositions transitoires contenues dans la nouvelle loi, les modalités de financement prévues dans l'arrêté du Parlement du 18 février 2009 pouvaient être maintenues pour cet investissement. Dès lors l'Etat a honoré son engagement en continuant de le prendre en charge et ceci en l'incluant dans les contrats de prestations annuels relatifs aux prestations d'intérêt général (PIG) et autres prestations avec l'Hôpital du Jura. De ce fait, le montant actuel de l'annuité qui est intégré à ces contrats, c'est-à-dire les intérêts de la dette et l'amortissement financier, s'élève à environ 500'000 francs.

Aujourd'hui, le Gouvernement souhaiterait verser à l'Hôpital du Jura le solde de l'investissement octroyé par notre Parlement en 2009, plutôt que de poursuivre le versement des annuités. Il s'agit d'un montant de 7'230'040 francs. Par l'intermédiaire de ce remboursement, la réduction de la

charge financière serait de près de 764'000 francs sur la durée restante de 24 ans du crédit et ceci grâce à des taux d'intérêts plus avantageux. Effectivement, cette réduction tient compte d'une différence de 1% entre les taux d'emprunt de l'Hôpital du Jura et de celui de l'Etat. En 2022, la charge des intérêts diminuerait ainsi d'environ 70'000 francs. Cette économie de 70'000 francs l'année prochaine baisserait ensuite d'environ 4'000 francs les années suivantes, soit à 66'000 francs en 2023, à 62'000 francs en 2024 et à 58'000 francs en 2025 pour prendre ces trois années en référence. Quant à l'amortissement de ce crédit, qui est à considérer comme une subvention d'investissement, il se fera sur dix ans conformément aux conditions y relatives de l'Etat. Les amortissements comptables de cet objet s'élèveront donc à environ 723'000 francs par année durant cette période.

Après avoir précisé que la CGF a traité l'objet de l'arrêté lors de ses séances des 20 octobre et 1^{er} décembre, je tiens à remercier Monsieur le ministre Jacques Gerber pour sa disponibilité et les renseignements qu'il nous a donnés. Je remercie également notre secrétaire Benjamin Plumey.

En conclusion, Mesdames et Messieurs les Députés, c'est à l'unanimité que la commission de gestion et des finances vous recommande d'accepter aussi bien l'entrée en matière que l'arrêté portant octroi d'un crédit supplémentaire destiné au versement du solde dû par l'Etat pour l'investissement lié au centre de rééducation sur le site de Porrentruy de l'Hôpital du Jura. Profitant de cette tribune, je vous fais part que le groupe PLR acceptera aussi bien l'entrée en matière que l'arrêté.

M. Jacques Gerber, ministre de l'Economie et de la Santé : Je vais essayer de rester dans le rythme du traitement de cet arrêté, vu qu'il a pris trois minutes en commission de gestion et des finances pour la première lecture et trente secondes pour la deuxième. Je crois que le président de la commission a tout dit. Vous constaterez qu'ici, c'est moins un dossier de santé qu'un dossier purement financier. Vous me direz que la santé de nos finances est également importante. Ceci étant, je crois que le message à retenir est que nous pouvons, sans grands efforts, économiser 464'000 francs, c'est-à-dire 32'000 francs jusqu'en 2046, sans rien faire. C'est une opération de liquidité qui apparaîtra sur les dix prochaines années dans les budgets de l'Etat. Le Gouvernement vous demande donc d'accepter l'octroi de ce crédit supplémentaire qui est destiné au versement du solde dû par l'Etat pour l'investissement lié au Centre de rééducation sur le site de Porrentruy de l'Hôpital du Jura.

L'entrée en matière n'est pas combattue.

Tous les articles, ainsi que le titre et le préambule, sont acceptés sans discussion.

Au vote, l'arrêté est accepté par 52 députés.

27. Modification de l'arrêté du 21 octobre 1998 fixant la contribution financière des communes en faveur de Jura Tourisme

Le Parlement de la République et Canton du Jura arrête :

I.

L'arrêté du 21 octobre 1998 fixant la contribution financière des communes en faveur de Jura Tourisme est modifiée comme il suit :

Article 2 (nouvelle teneur)

Article 2

La contribution annuelle s'élève à :

- 9 francs par habitant pour la commune siège de Jura Tourisme ;
- 7 francs par habitant pour une commune où Jura Tourisme exploite un bureau d'accueil ;
- 4 francs par habitant pour les autres communes.

II.

La présente modification entre en vigueur le 1^{er} janvier 2022.

La présidente : Le secrétaire général :
Katia Lehmann Jean-Baptiste Maître

M. André Henzelin (PLR), au nom de la commission de gestion et des finances et président d'icelle : Le Gouvernement nous propose de modifier l'arrêté fixant la contribution financière des communes en faveur de Jura Tourisme. Effectivement, celui-ci date du 21 octobre 1998 et n'a jamais fait l'objet de la moindre modification jusqu'à ce jour. Ce dernier portant ma signature de président du Parlement, je profite de confirmer ici, comme relevé dans le message, que le tourisme jurassien a bien considérablement évolué durant ces 23 ans.

Par le renforcement de ses engagements, comme par exemple avec la prise en charge de la destination Jura & Trois Lacs, le développement des itinéraires de mobilité douce ou le soutien apporté au centre de compétence TalentisLab pour ne citer que ceux-ci, on peut relever que l'Etat a contribué activement en faveur de l'évolution réjouissante du tourisme jurassien. L'importante contribution financière cantonale a déjà été détaillée et relevée à cette tribune, le 29 septembre dernier, lors du traitement de l'arrêté octroyant un crédit supplémentaire de 800'000 francs destiné à solder le découvert du fonds du tourisme. A ce sujet, je résumerai donc, en quelques mots, que depuis 2013 la baisse progressive de la part de l'impôt sur le casino a, d'une part, épuisé la fortune du fonds du tourisme et, d'autre part, augmenté le découvert pour atteindre un montant prévisible de 800'000 francs au 31 décembre 2021.

Je rappellerai aussi que les montants qui transitent par ce fonds étaient principalement affectés, en plus du subventionnement de Jura Tourisme et de Jura & Trois Lacs, à l'entretien des chemins pédestres, des pistes VTT, de ski de fond et d'équitation ainsi qu'au soutien de projets touristiques importants. Ce qui précède démontre que si ces soutiens cantonaux ont permis d'enregistrer une évolution réjouissante du tourisme jurassien, ils ont également eu des retombées positives, non seulement pour les prestataires de services, mais également pour les communes. En effet, il y a lieu de rappeler qu'elles bénéficient d'un retour du produit brut de la taxe de séjour à hauteur de 20%.

Eu égard à ce qui précède, le Gouvernement propose de répartir plus équitablement les efforts entre l'Etat et les communes. D'ailleurs, cet élément est également exprimé dans le cadre de la révision de la loi sur le tourisme qui est actuellement en cours de traitement parlementaire. Pour finaliser l'objectif dont il est question, il est donc proposé d'augmenter le montant de la contribution annuelle des communes de

un franc par habitant, conformément à l'article 2 de l'arrêté. Sur la base de l'état de la population au 31 décembre 2020, l'augmentation de la taxe engendre une charge supplémentaire de 73'709 francs pour la totalité des communes jurassiennes. Le détail figure dans le tableau en annexe du message et je me permets de m'y référer.

Tout en rappelant que l'objet dont il est question a déjà été discuté dans le cadre du traitement du budget 2022, je précise à nouveau ici que la contribution financière de 73'709 francs sera versée directement à Jura Tourisme. De ce fait, le versement à Jura Tourisme ne serait pas réduit de 100'000 francs, mais de 26'291 dans le budget 2022.

Après avoir précisé que la CGF a traité l'objet de l'arrêté lors de sa séance du 8 courant, je tiens à remercier Monsieur le ministre Jacques Gerber pour sa disponibilité et les renseignements qu'il nous a donnés. Je remercie également notre secrétaire Benjamin Plumey.

En conclusion, Mesdames et Messieurs les Députés, c'est par 9 voix et 2 abstentions que la commission de gestion et des finances vous recommande d'accepter l'entrée en matière et par 8 voix et 3 abstentions l'arrêté fixant la contribution financière des communes en faveur de Jura Tourisme. Profitant de cette tribune, je vous fais part que le groupe PLR acceptera aussi bien l'entrée en matière que l'arrêté.

M. Jacques Gerber, ministre de l'Economie et de la Santé : Je ne vais pas reprendre les arguments qui ont été complets du président de la commission de gestion et des finances, mais simplement remercier la commission, remercier le Bureau, remercier également le Parlement pour sa flexibilité dans le processus qui a amené ce dossier au Parlement d'aujourd'hui. Certes, cette manière de faire ne doit pas devenir la règle, j'en suis parfaitement conscient, mais cela montre ou démontre aussi que généralement, lorsque l'on veut, on peut. Le Gouvernement vous remercie également de soutenir cet arrêté qui confirme les décisions liées au budget 2022.

L'entrée en matière n'est pas combattue.

Tous les articles, ainsi que le titre et le préambule, sont acceptés sans discussion.

Au vote, l'arrêté est accepté par 40 députés.

28. Motion no 1379

Pour une aide accrue à l'Association jurassienne de protection des animaux (AJPA)
Pierre-André Comte (PS)

Le monde animal mérite notre protection et nos soins, qu'il s'agisse de son bien-être ou des questions d'hygiène publique auxquelles une action de prévention permanente permet de répondre.

Qui connaît le refuge de l'AJPA à Glovelier en apprécie la qualité et les services rendus à la population. Les installations et le personnel qui s'en occupent rendent un service inestimable à la collectivité publique.

Pour en arriver au niveau d'efficacité qui est le sien dans les prestations qu'elle délivre, l'AJPA a dû investir des sommes considérables dans la construction de son bâtiment et ses locaux, de même que dans leur alimentation en eau. Le montant de ses investissements de départ, financés en

grande partie par des dons privés, s'élève à 1'100'000 francs, la conduite d'eau leur revenant à 160'000 francs.

Les coûts assumés par l'AJPA pour la gestion de son refuge sont importants : 1,5 EPT (gardiennage, accueil et secrétariat) pour les frais de personnel (11'000 francs par mois), les tâches vétérinaires, l'accueil des animaux confiés au refuge par la police cantonale, recueils par séquestres, prises en charge d'animaux errants, démarches administratives, placement des animaux.

Alors que l'AJPA entretient et gère un refuge au statut cantonal, la contribution de l'Etat au financement de toutes les prestations que l'association délivre, aux termes du contrat en vigueur, s'élève à 10'000 francs par an, alors que l'Etat encaisse 140'000 francs au minimum (7'000 chiens à 20 francs), conformément à l'article 12, alinéa 1, de la loi concernant la taxe des chiens (RSJU 645.1). A titre de comparaison, la ville de Moutier verse à l'AJPA un montant de 7'500 francs, soit 1 franc par habitant. Au vu des chiffres, l'aide de l'Etat s'apparente à une aumône, alors que, en vertu de l'article 12, alinéa 2 de la loi, « la part cantonale de la taxe des chiens est affectée prioritairement à l'exploitation d'un ou plusieurs centres d'accueil temporaires pour petits animaux de compagnie et ensuite à des fins de protection des animaux ».

Pour répondre correctement à l'attente légitime de l'AJPA quant au financement par l'Etat d'une plus grande part de ses prestations d'utilité publique, la présente motion demande au Gouvernement d'élaborer et de proposer au Parlement une augmentation significative de la subvention aujourd'hui destinée à cette association.

M. Pierre-André Comte (PS) : La motion no 1379 qui demande une aide accrue à l'Association jurassienne de protection des animaux (AJPA) méritait une réponse circonstanciée qui justifie son rejet. Or, ce n'est pas le cas et on y voit au moins un manque d'informations non sujettes à caution. L'AJPA serait ainsi en mesure de financer ses activités propres. C'est vrai jusqu'ici, mais cela au prix, c'est le cas de le dire, d'un effort qu'elle n'est plus en mesure d'assumer alors que s'accroissent les problèmes liés à la protection des animaux. Selon cela, en raison d'attitudes contraires au principe d'une citoyenneté responsable à l'égard du monde animal, l'AJPA joue un rôle essentiel dans ce domaine dont l'Etat ne semble pas reconnaître toute l'importance, ce que je déplore.

Vous parlez d'argent et de capacité de financement des associations. S'agissant de l'AJPA, s'en tenir à des approximations n'est pas acceptable. Voici la réalité. Tout d'abord, les cotisations en 2021 s'élèvent à environ 15'000 francs et les dons à environ 30'000 francs, ce qui est largement insuffisant pour financer les activités de salubrité publique de l'AJPA. Ces cotisations proviennent des 500 membres de l'Association. L'AJPA touche 7'500 francs de la commune de Moutier pour ses prestations rendues à la ville. Elle reçoit 10'000 francs du Canton pour ce qui concerne le reste de ce que vous appelez être en mesure de financer ses activités. Je vous propose de vous en retourner au texte de la motion qui vous fournit et vous rappelle l'exacte situation financière à laquelle l'AJPA doit faire face. On est alors édifié par le grand écart qui existe entre l'analyse gouvernementale et la réalité des chiffres.

Je vous rappelle que lors de la création de l'AJPA, le Canton subventionnait le refuge Bonabé, le refuge des 4 Vents, la pension de Madame Toth, la SPA Goudron, pour

un total ascendant à 70'000 francs.

Chacun sait qu'une taxe affectée doit être utilisée à financer la tâche pour laquelle elle est prélevée. La taxe cantonale de 20 francs par chien à laquelle fait référence le Gouvernement n'a pas vocation à rémunérer l'emploi du vétérinaire cantonal. Il est étonnant de lire que l'Etat ne tire aucun bénéfice sur les 140'000 francs encaissés. L'activité du Service cantonal des affaires vétérinaires fait partie de la mission dévolue à l'Etat et elle est financée par l'impôt. La taxe des chiens doit être affectée aux activités de protection des animaux, recueillir et soigner les animaux abandonnés ou perdus, gérer les situations de détresse animale, répondre aux innombrables demandes hebdomadaires de défense des animaux maltraités, etc. Souvenez-vous que Monsieur Prix est très pointilleux à ce sujet. Ces taxes doivent lui être soumises, ce qui implique qu'il a tout loisir de vérifier si leur affectation correspond bien au motif de leur encaissement, ce qui n'est pas le cas dans le cas particulier. En l'occurrence, l'Etat se décharge d'une partie de sa mission en concluant un contrat de prestations avec l'AJPA mais il refuse l'indemnité de cette dernière à hauteur de son investissement, en trahissant de surcroît la lettre et l'esprit de la loi concernant la taxe des chiens, article 12, alinéa 2.

Ensuite, le remplacement des bénévoles par des professionnels a été dicté par le nombre d'animaux pris en charge et par les exigences du Service cantonal des affaires vétérinaires. Au surplus, c'était pour l'AJPA une obligation fédérale. Le professionnel en question assure une garde permanente d'une vingtaine d'animaux dans le refuge. La rémunération des prestations déléguées à l'AJPA par le Service cantonal des affaires vétérinaires n'est pas correcte à mon sens. Elle est à défendre au but du volume du travail accompli et témoigne d'un mépris absolu pour le collaborateur d'une association dont la devise est de servir et non de se servir.

En conclusion et à l'heure où la pension privée de Bonabé est menacée de faillite et mise en vente, ce qui privera la population jurassienne d'un prestataire important et mettra les autorités dans une situation extrêmement délicate, il n'est pas acceptable que l'Etat se réfugie derrière des arguments blessants pour tous les défenseurs de la cause animale, pour le refus d'entrer en matière sur une augmentation quasiment vitale de sa contribution. Grâce à des efforts titanesques, l'AJPA est parvenue à ériger un refuge digne de ce nom qui contribue au demeurant à améliorer l'image de marque du Jura, qui lui a coûté 1 million et qui nécessite des moyens améliorés pour continuer d'assumer sa mission, comme c'est le cas des SPA des autres cantons.

Compte tenu de ce qui précède, chers collègues, et compte tenu de la faiblesse des arguments du Gouvernement pour ne pas venir en aide à l'AJPA, une association qui pourtant le mérite, je vous demande de nous rejoindre et d'accepter la motion que nous vous proposons. En dehors des responsabilités de l'Etat dans le domaine de la protection des animaux, de la sécurité et de la salubrité publique, deux autres aspects déterminant des prestations fournies par l'AJPA, pensons plus généralement à la cause animale. Chers collègues, quelqu'un a dit que c'est parce que les animaux ne causent pas qu'il faut plaider leur cause. Je vous invite à le rejoindre.

M. Jacques Gerber, ministre de l'Economie et de la Santé : Monsieur le Député, vous serez évidemment déçu de ma réponse étant donné que vous avez déjà commenté

un grand nombre des arguments que je vais reprendre ici. Le Gouvernement s'efforce de mettre en œuvre une politique efficace et adaptée aux besoins en matière de protection des animaux dans le canton. Il salue les efforts de toutes les personnes et de toutes les organisations qui, d'une quelconque manière, œuvrent pour cette cause. Dans le canton du Jura, cinq refuges sont actifs en tant qu'association de droit privé, d'utilité publique et à but idéal. L'Association jurassienne de protection des animaux (AJPA) en fait partie. Toutes sont au bénéfice d'une autorisation cantonale. Ces institutions ne bénéficient pas de contribution étatique sans fournir de contrepartie et financent leurs activités propres grâce aux cotisations de leurs membres, aux dons privés, aux frais de pensions facturés, au commerce d'animaux importés, aux frais de cession, à la prise en charge d'un animal et aux finances d'adoption. A priori, les refuges jurassiens semblent être en mesure de financer ainsi leurs activités propres.

La très récente modification de la loi sur la taxe des chiens, entrée en vigueur en 2020, et l'augmentation de la part cantonale de 10 francs, ont permis d'améliorer le bilan recettes/coûts des cas de protection des animaux et des affaires canines en tentant de pallier à l'augmentation du nombre de dossiers traités dans le domaine de la protection des animaux de compagnie et des affaires canines en particulier, notamment les importations illégales, les morsures, les cas de protection des animaux, etc., ainsi qu'à l'augmentation des coûts qui y sont liés, notamment les ressources en personnel, les frais de pension, etc.

Le nombre de chiens dans le canton du Jura est en constante augmentation et les cas problématiques impliquent souvent des personnes en marge de la société, qui ne sont pas en mesure de régler les coûts engendrés par des problèmes relatifs à la détention de leurs animaux. Ainsi, l'Etat ne génère aucun, Monsieur le député, aucun bénéfice des 140'000 francs de taxes prélevées chez les détenteurs de chiens. Aussi, à moins d'une nouvelle modification de la loi sur la taxe des chiens et d'une nouvelle augmentation de la part cantonale, pas opportune en cette période de crise économique, il n'est pas envisageable pour l'Etat de supporter des dépenses supplémentaires en octroyant une aide publique aux refuges qui en feraient la demande. Oui, vous l'avez mentionné, le remplacement des bénévoles actifs par certains professionnels rémunérés, gardiens d'animaux et secrétaires, dans certaines associations de ce type et poursuivant un but idéal ne justifie pas encore l'octroi d'une aide de l'Etat et surtout pas davantage.

Dans le cas précis de l'AJPA, un contrat de prestations lie le Département de l'économie et de la santé et l'Association. Un montant forfaitaire, vous l'avez dit, annuel de 10'000 francs est versé à l'AJPA en échange de prestations bien définies. Cette somme correspond à une participation aux charges fixes et prévoit notamment la mise à disposition d'une fourrière cantonale pour le placement des animaux séquestrés dans le cadre des procédures du Service cantonal des affaires vétérinaires et les rares captures de chats ordonnées par le Service cantonal des affaires vétérinaires. Selon les termes du contrat, l'AJPA facture en plus des frais de garde, 8 francs pour un chat, 15 francs pour un chien, par jour, et ses frais de déplacements en cas d'interventions à l'extérieur du refuge selon un forfait kilométrique prévu dans le décret sur les émoluments. Par ailleurs, les soins vétérinaires indispensables aux animaux qui sont placés au refuge sur décision du Service cantonal des affaires vétérinaires sont pris en charge par ce dernier. Enfin, les animaux

pour lesquels toute procédure est terminée et qui sont cédés à l'Association sont placés par l'AJPA contre facturation de frais d'adoption.

Précisons également que le nombre d'animaux séquestrés reste faible en comparaison du nombre de contrôles effectués par l'autorité. Aussi, toutes les prestations effectuées par l'AJPA sur mandat du Service cantonal des affaires vétérinaires bénéficient d'une rémunération juste et en lien avec les prestations fournies. En outre, l'Etat garantit toutes les prestations effectuées en assumant ainsi tous les risques liés aux débiteurs qui n'honoreraient pas leurs factures. La question des chiens perdus ou non identifiables par la police et qui sont pris en charge par l'AJPA avant d'être remis à leur propriétaire ou cédés, devrait, on l'admet, faire l'objet d'une analyse approfondie. Les coûts d'une telle prestation devraient alors pouvoir être imputés aux propriétaires responsables de la sécurité de leur chien, ce qui est aujourd'hui difficile. Le Gouvernement ne prévoit pas pour le moment de proposer une nouvelle modification de la loi sur la taxe des chiens ni de revoir la répartition de ses recettes entre le canton et les communes.

Mesdames et Messieurs les Députés, encore une fois le Gouvernement reconnaît l'engagement de l'ensemble des associations actives dans le canton, même s'il est vrai parfois que la collaboration est compliquée, je l'ai dit ce matin en réponse à la question orale, nous avons affaire à des gens totalement investis, passionnés, investis pour certains quasi d'une mission. Nous avons des bases légales à faire respecter et, en face, nous avons des situations souvent extrêmement sensibles, difficiles, plus avec les propriétaires des animaux qu'avec les animaux eux-mêmes. Mais ce sont des cas auxquels nous devons faire face au quotidien qui, malheureusement, augmentent, et nous essayons de nous mouvoir, de faire respecter les lois dans ce contexte extrêmement difficile. Pour toutes ces raisons, le Gouvernement vous invite à rejeter la motion qui vous est soumise aujourd'hui.

Mme Magali Rohner (VERT-E-S) : La motion no 1379 a retenu toute l'attention du groupe VERT-E-S et CS-POP. En effet, comme l'a relevé précédemment ce matin notre collègue Schaer, la protection des animaux est un sujet sensible qui induit nombre de réactions à fleur de peau ou de poils.

Dans notre canton, je vais d'abord vous parler des chats, vous verrez plus loin où je veux en venir. Les chats ne sont pas répertoriés de manière exhaustive. Ils sont souvent abandonnés et retournent à un état semi-sauvage ou errant. On les appellera alors des chats haret, à ne pas confondre avec le chat sauvage, espèce distincte, originaire d'ici, de plus en plus rare dans nos forêts et avec laquelle ils se croisent pourtant. Les propriétaires ne sont pas taxés bien que cette espèce animale occasionne de nombreux dégâts à la nature et est parfois à l'origine de coûteuses opérations de la part du Canton ou de la SPA (capture, pose de puce électronique ou stérilisation), comme on en a entendu parler dernièrement à Bonfol.

Les chiens, quant à eux, sont répertoriés et normalement porteurs d'une puce électronique. Si ce n'est pas fait, l'amende peut aller jusqu'à 500 francs. La réglementation est régie par la loi sur la taxe des chiens. L'effectif des chiens, comme cela a été dit, est proche aujourd'hui de 8'800 dans le canton du Jura et augmente sans cesse. Le Jura est d'ailleurs le canton qui compte le plus de chiens par

habitant. Selon la loi, je rappelle qu'ils sont taxés par les communes, taxe communale qui varie de 20 francs à un maximum de 120 francs, comme à Delémont par exemple. On pourrait penser qu'il faudrait peut-être l'augmenter vu l'ampleur des problématiques qui ont été précédemment citées. La moyenne générale des taxes communales est plutôt proche de 80 francs. Les communes retirent quant à elles souvent un bénéfice de cette taxe et plus elle est élevée, plus le bénéfice pourra être important.

Depuis 2019, la part restituée au Canton par les communes est passée de 10 francs à 20 francs par chien. Ce montant total perçu par le Canton s'élevait en 2020 à environ 140'000 francs. D'après ce que nous avons pu apprendre, ce montant couvre très exactement les frais du Service cantonal des affaires vétérinaires au niveau des tâches dévolues, ne serait-ce qu'à l'espèce canine. C'est donc un poste à 100% qui sera utilisé pour régler toutes les problématiques qui seront liées à cette population. Mais pourtant, nous avons entendu les arguments du motionnaire. En relisant l'article 12, alinéa 2, de la loi, celui-ci est clair, je cite : « La part cantonale de la taxe des chiens est affectée à l'exploitation d'un ou de plusieurs centres d'accueil temporaires pour petits animaux de compagnie et ensuite seulement à des fins de protection des animaux ». Dans la réalité, il est clair que ce n'est pas le cas et que les 10'000 francs actuellement rétrocédés de cette taxe à l'AJPA ne constituent de loin pas une part prioritaire de celle-ci puisqu'elle s'élève encore une fois à 140'000 francs.

Pour l'instant, il nous semble évident que la situation n'est satisfaisante ni pour l'AJPA ni d'ailleurs au regard de l'application de la loi et, contrairement au Gouvernement, nous pensons qu'une modification serait souhaitable et serait même nécessaire. Par contre, à notre sens, les voies proposées par le motionnaire ne sont pas forcément les seules. Il vaudrait certainement la peine d'étudier d'autres pistes qu'une simple redistribution plus importante de la part cantonale de la taxe des chiens. On pourrait, par exemple, penser à instaurer une contribution communale, comme cela se fait déjà à Moutier ou taxer d'autres animaux en plus, comme par exemple les chats. Je dis cela en tant que propriétaire de chats, j'en ai quatre, mais je pense tout de même que ça pourrait être bienvenu. Ou de furets, de perruches ou d'autres nouveaux animaux de compagnie, suivant peut-être les nuisances et le temps qu'ils demandent au Service cantonal des affaires vétérinaires.

Cela demande certainement une étude plus poussée et c'est pour cela que nous invitons le signataire de la motion à la modifier en postulat. Ce postulat recueillerait alors l'approbation de la majorité de notre groupe, ce qui ne serait pas le cas si la motion devait être maintenue.

M. Ernest Gerber (PLR) : Les arguments du Gouvernement dans sa prise de position sont pertinents et nous pouvons y adhérer. L'AJPA est rémunérée pour les différentes tâches confiées par l'Etat et il ne nous semble pas nécessaire qu'une contribution supplémentaire soit versée. De plus, les finances cantonales ne nous laissent aucune marge de manœuvre. Il nous semble également exclu d'augmenter à cette fin la taxe des chiens pour les contribuables jurassiens. Le groupe libéral-radical refusera la motion et le postulat si elle devait être modifiée.

M. Mathieu Cerf (PDC) : Le groupe PDC-JDC a pris connaissance de la motion no 1379 qui demande une aide accrue à l'Association jurassienne de protection des animaux.

Cette motion, aussi louable soit-elle, s'apparente à un cadeau de Noël de l'Etat via son motionnaire à l'AJPA. Nous savons pertinemment que nous allons vers des années difficiles et que nous devons chercher à limiter les dépenses. A contre-courant de la rigueur exigée, notre collègue nous demande d'augmenter la contribution de l'Etat, déjà élevée soit dit en passant, pour une association à but non lucratif, qui emploie 1,5 EPT quand même et qui a pu investir 1,26 million pour la construction d'un bâtiment. Heureusement que toutes les associations ne font pas la même demande.

De plus, Monsieur le Député a omis de préciser dans son développement, mais ça a été dit par le Ministre, qu'en plus de la contribution de 10'000 francs, la convention mentionne encore des frais de déplacement, payés selon le barème de l'Etat ainsi que des frais par jour de détention et par chien. A ces montants, il faut encore ajouter une cotisation de nombreuses communes jurassiennes versée directement à l'AJPA. Je m'arrêterai là. En cas d'acceptation de cette motion, il s'agit d'une nouvelle dépense que nos communes devront assumer par une adaptation de la taxe des chiens.

Pour toutes ces raisons ainsi que celles évoquées par le Gouvernement, le groupe PDC-JDC refusera dans sa majorité la motion ainsi qu'un éventuel transfert en postulat.

La présidente : Une demande de transformation en postulat a été formulée. Est-ce que l'auteur l'accepte ?

M. Pierre-André Comte (PS) : Non, je ne l'accepte pas.

M. Fabrice Macquat (PS) : Je ne pensais pas forcément monter pour cette intervention, mais pour préciser mon avis personnel, qui n'engage pas le groupe parlementaire socialiste. Au vu des décisions et des discussions d'aujourd'hui sur le budget cantonal, liées à des coupes dans des institutions sociales, on a parlé de Caritas Jura, du Centre Rencontres, de PINOS, de la Fondation Les Castors, on a parlé de santé avec la Fondation d'Aides et des Soins à domicile, de l'Hôpital du Jura, on a également parlé d'enseignement avec d'éventuelles, encore un peu au conditionnel, mesures et fermetures de classes, on ne sait pas encore ce que cela va donner.

J'ai un peu de la peine à soutenir une augmentation de subvention pour une association pour la protection des animaux. Je suis moi-même propriétaire et maître d'un chien, que j'aime beaucoup. Mais j'ai quand même un peu de difficulté à mettre en lien et en rapport certaines décisions que nous avons prises ce matin, qui concernent des êtres humains, des personnes qui sont dans la difficulté, et d'augmenter certaines subventions pour les animaux.

Je ne mets pas du tout en cause l'Association jurassienne de protection des animaux et tout le travail qu'elle effectue, mais à un moment donné je pense que l'on doit faire une pesée des choses et personnellement j'ai des intérêts et je ne peux pas soutenir une telle motion. Mon collègue Pierre-André m'en voudra certainement mais je pense qu'il oubliera cela dans un certain temps.

M. Yves Gigon (UDC) : Je rejoins absolument tout ce qui a été dit jusqu'à maintenant, tous les termes désignant les personnes qui s'appliquent indifféremment aux femmes et aux hommes et tous les termes désignant les animaux qui s'appliquent indifféremment aux mâles et aux femelles. Vous savez l'estime que j'ai pour vous, Monsieur Comte, mais je trouve que par rapport aux discussions de ce matin,

dans le cadre du budget, c'est vraiment dérisoire.

J'aimerais peut-être juste apporter encore un élément qui n'a pas été mentionné. J'aimerais connaître exactement le nombre de legs ou de dons qui ont été faits à l'AJPA jusqu'à maintenant. Je crois savoir que peu d'associations reçoivent des legs de personnes privées, vivantes ou décédées. A un moment donné, vu l'urgence de la situation financière, il faut prioriser. Je m'excuse, mais je pense que cette motion est ridicule et je la refuserai naturellement.

M. Pierre-André Comte (PS) : J'ai entendu beaucoup de choses et beaucoup de bêtises à cette tribune. J'ai lu les arguments du Gouvernement, je n'y adhère pas, je vous l'ai dit. Je vous l'ai expliqué, je sais ce que fait l'AJPA, j'ai vu ce que cette association réalise. L'AJPA a consenti un investissement considérable pour la construction d'un refuge moderne, opérationnel, on ne peut pas ignorer et en vertu de cette ignorance ne pas l'aider de manière plus conséquente.

Le groupe PLR ne semble pas avoir lu les arguments. Je comprends que Monsieur le Ministre les ait convaincus. Et ce groupe d'ailleurs, c'est quand même extraordinaire, comme le président du groupe socialiste, qui nous révèle aujourd'hui sa vision à court terme, à courte vue de l'évolution des prestations de l'Etat. Je ne ferai pas de commentaires supplémentaires.

Quant à Monsieur Gigon, mon cher Yves, la motion a été déposée le 26 mai 2021, n'est-ce pas ? C'était avant les élections budgétaires qu'on a entendues tout à l'heure. C'était avant les cris d'or frais. C'était avant la mobilisation générale, la guerre étant là. Donc, elle n'est pas si ridicule que ça. Peut-être qu'elle tombe mal, cela je le reconnais. Elle n'est pas ridicule et je vous délègue le droit de la qualifier ainsi, sans cela nous nous expliquerons dehors.

Au vote, la motion no 1379 est rejetée par 44 voix contre 3.

30. Motion no 1385

Restauration collective : favorisons les produits locaux de saison

François Monin (PDC)

Le canton du Jura est un terroir propice aux productions agricoles diversifiées et saines. Ainsi, les produits de qualité issus de l'agriculture locale méritent d'être mis en valeur.

La responsabilité individuelle des familles jurassiennes et acteurs privés fonctionne bien dans notre région, comme au niveau national. La vente directe à la ferme, sur les marchés hebdomadaires et au travers des circuits courts est en constante augmentation. Un sondage récent de l'Université de Lucerne révèle une tendance à accorder plus d'attention à la régionalité et à la provenance des aliments, dopés par la crise sanitaire et le semi-confinement. Cette évolution est très réjouissante. Ce constat montre également que le secteur agroalimentaire suisse, mettant l'accent sur la qualité, la durabilité et la régionalité des produits dans toutes ses branches de production, est sur la bonne voie et que les efforts doivent être poursuivis.

Dans sa publication « Agriculture et alimentation », l'Office fédéral de la statistique rappelle que les ménages suisses dépensent en moyenne près de 12% de leurs revenus à leur alimentation. La première moitié concerne l'achat

de denrées alimentaires consommées chez soi. La deuxième moitié comprend les aliments et boissons consommés hors du domicile. L'impact de cette deuxième part n'est donc pas à négliger dans nos politiques alimentaires et agricoles.

A titre d'exemples, le canton du Valais et l'EPFL ont mis en place des systèmes simples et efficaces, afin de constamment améliorer les chaînes d'approvisionnement alimentaire de la restauration collective. Celles-ci sont basées sur la mise en commun des connaissances et de la collaboration au sein des filières. Le canton du Valais s'est notamment appuyé sur des indicateurs et partenaires existants, notamment Fourchette Verte, pour la mise en œuvre d'interventions politiques.

En juin 2021, la stratégie Projab (commission de la FRI pour la promotion de l'agriculture biologique instituée en 2005 par le Parlement jurassien) a été validée sur la base d'un large consensus. La première mesure préconisée est que « la restauration collective utilise un quart des produits issus de l'agriculture biologique en privilégiant la production régionale ». Du côté de la production, 20% des exploitations agricoles jurassiennes produisent actuellement selon le cahier des charges de Bio Suisse, part qui est en constante augmentation. Cette mesure de promotion du bio aura également pour effet de générer une plus-value dans la région.

Dans le canton du Jura, l'Etat, les communes et de nombreuses institutions publiques et parapubliques exploitent, subventionnent et mandatent des établissements fournissant des milliers de repas par jour aux enfants, personnes en études, collaboratrices et collaborateurs du Canton, ainsi qu'aux pensionnaires des homes et établissements hospitaliers. Il est dès lors du ressort du canton de montrer l'exemple, encourageant la consommation et l'utilisation de produits issus de l'agriculture et des entreprises de transformations locales. Ceci a pour but de favoriser le commerce et l'économie de la région, la durabilité et la qualité des produits consommés et la baisse du transport lié à notre alimentation. L'éducation à la saisonnalité alimentaire passe elle aussi par l'assiette et devrait être prise en compte lors de l'élaboration des menus des cantines jurassiennes pragmatique sans renchérir le prix des repas.

Par cette motion, nous demandons au Gouvernement de mettre en place une politique privilégiant un approvisionnement des cuisines collectives avec des produits de proximité, répondant aux exigences du développement durable et en proportion issue de l'agriculture biologique suisse, selon les objectifs de la stratégie Projab. Dans ce sens, une part minimale évolutive de produits issus des productions susmentionnées devrait être imposée aux établissements qui bénéficient de subventions cantonales.

M. François Monin (PDC) : Lorsque j'ai déposé ce texte, en tout début de législature pour la première fois, je n'imaginais pas à quel point il serait important de monter à la tribune pour vous en expliquer les tenants et aboutissants. Les interprétations du texte, notamment celle du Gouvernement, lisible au travers de sa proposition de transformation en postulat, m'incitent à vous expliquer calmement la démarche.

En mars, le groupe PDC-JDC s'est permis de vous soumettre une motion demandant dans sa finalité de renforcer la mise en valeur et l'utilisation des produits locaux dans les restaurants, cantines des collectivités étatiques et paraétatiques. Un constat en guise d'introduction : d'un côté, l'agri-

culture jurassienne produit 90 millions de kilos de lait par année, dont un tiers environ est transformé en fromage, majoritairement du gruyère ou de la tête de moine, d'un autre, les besoins de la population jurassienne en produits laitiers qui s'élèvent à peine à un cinquième de cette production. Au travers de cet exemple, on peut voir que pour de nombreuses productions, la production jurassienne est plus qu'autosuffisante. Dès lors, et alors que le consommé local est au centre de nombreuses discussions, que l'exemplarité de l'Etat devient un dogme, que la consommatrice et le consommateur jouent de plus en plus le jeu des achats locaux, redonnant au passage un poids réel à nos choix individuels, alors que les achats locaux deviennent financièrement intéressants ; alors que l'on investit dans des projets de transformation des produits garantissant des quantités suffisantes pour des restaurants collectifs, à l'exemple du projet de développement rural Créalaît, soutenu par le Gouvernement ; alors que le Gouvernement présente la mesure « mettre en place une offre de nourriture locale et saine dans la restauration publique et parapublique » comme partie intégrante du Plan Climat jurassien devant un parterre de députés en date du 29 novembre 2021 ; alors que finalement on souhaite une agriculture et une filière alimentaire qui génère ses revenus sur le marché et par la vente de ses produits plutôt que par des soutiens étatiques, j'en fait pour preuve les positions de coupes et d'adaptations budgétaires de ce matin.

Dès lors, pourquoi le Gouvernement entend-il éviter l'acceptation de cette motion en acceptant sa transformation en postulat ? Personnellement, je n'ai pas la réponse. Je vous le dis d'emblée, je refuserai sa transformation en postulat, au moins pour vous cela est clair. Pourquoi ? Parce qu'il y a maintenant dix ans, dans ce même hémicycle, les postulats des ex-députés Anne Roy et Michel Thenz étaient acceptés avec à peu de chose près les mêmes demandes. On parlait alors de produits du terroir labellisés et souvent plus chers, alors que ma motion touche aussi bien les produits de base de notre alimentation (lait, farine, œufs, à titre d'exemple), que les produits à haute valeur ajoutée.

A la suite de l'acceptation de ces deux textes, il y a dix ans, la Fondation rurale interjurassienne (FRI) fut mandatée et effectua une radiographie de l'ensemble des cuisines et restaurants étatiques et paraétatiques du Jura ainsi que du Jura bernois. Mais là, ce n'est pas de notre compétence. Avec pour titre « Comment intégrer les produits du terroir labellisés au sein de la restauration collective », l'étude réalisée jusqu'en 2016, longue dans sa version résumée de 60 pages, décrit toutes les mesures nécessaires, les besoins en quantités et les limites de la production agricole jurassienne. On y apprend d'ailleurs que plus de 1,4 million de repas annuels sont servis dans les restaurants tombant sur la définition d'étatique ou paraétatique.

Malgré la poursuite au sein du projet « Du champ à l'assiette », des réflexions et de la promotion des mesures esquissées, peu de résultats sont aujourd'hui visibles dans nos cantines jurassiennes. En effet, les deux postulats n'ont jamais débouché sur quelque chose de concret ou des résultats réels. Pourtant, les exemples foisonnent aujourd'hui et prouvent que la demande à laquelle vous faites face est réaliste. La FRI, toujours elle, suite à ce projet, a basé l'ensemble de sa cuisine et de ses menus sur des denrées alimentaires régionales. Pour me rendre quelque fois dans cet établissement à midi, les menus n'y sont pas plus chers que dans une cantine scolaire ou qu'à l'hôpital. Ainsi, si un établissement dans le Jura arrive à mettre en place ces dé-

marches avec une provenance quasiment unique de la région, je suis persuadé que d'autres restaurants y arriveront, surtout lorsque ma demande laisse toute la latitude au Gouvernement pour fixer une part de produits réalistes.

Il faut être franc. Demain, nous n'aurons pas 100% de production locale dans nos assiettes. L'agriculture jurassienne est très loin de l'auto-provisionnement, notamment pour les légumes, le lait, les œufs, les pommes de terre, les céréales, le pain, les produits laitiers transformés. Concernant l'aspect de la production biologique, il est important de rappeler qu'elle se monte aujourd'hui à 20% dans le canton du Jura et est en constante augmentation.

A la suite de l'acceptation de la stratégie Projab, le texte de la motion fut retiré, modifié et déposé à nouveau avant les vacances estivales. En effet, cette stratégie contenait dans ses mesures la favorisation de produits issus de l'agriculture biologique au travers d'une motion, également dans la restauration collective. De ce fait, il paraissait opportun de concocter un texte qui reprenne l'ensemble de ces demandes. Ici, à nouveau, je ne partage pas les arguments du Gouvernement. La production biologique sous label était également étudiée par la FRI. De plus, un test de grandeur nature se déroule actuellement, ce semestre, au sein de la cafétéria de la Division commerciale du CEJEF, des menus bios y sont servis. Des travaux et des réflexions des élèves y sont conduits et apporteront des réponses aux craintes du Gouvernement. Ainsi, également sur ce point, un postulat ne ferait que renforcer la manivelle administrative sans apporter de plus-value, selon mon opinion. En ces temps de vaches maigres financières, je préfère surseoir un postulat.

Finalement, prenons le temps de regarder ce qui se cuisine dans les cantons romands. Le canton du Valais a mis en place, suite à plusieurs interventions parlementaires, un système de favorisation des produits locaux en favorisant les démarches de filière, notamment via une plateforme cantonale. Dans le canton de Vaud, l'Université de Lausanne et l'EPFL ont entrepris des démarches et stratégies et ont fait que l'entièreté des denrées alimentaires cuisinées et servies soient produites localement et de saison. L'entièreté a en effet engendré des augmentations de prix à hauteur de 1.50 à 2 francs par menu. Cependant, cette augmentation est surtout due à une part infime, c'est-à-dire les 10 à 20% derniers pourcents de produits qu'il faut aller chercher et qui ne sont pas produits dans la région ou qu'il a fallu mettre en production. Aujourd'hui, avec mon texte, comme je l'ai dit, qui laisse toute la latitude au Gouvernement, il serait aisément et facilement possible pour le Gouvernement de fixer une part minimale qui ne renchérisse pas les menus, surtout concernant les légumes où, aujourd'hui, la Suisse a un taux d'auto-provisionnement seulement de 50%. Le texte de ma motion laisse aujourd'hui toute cette compétence au Gouvernement afin de fixer cette part.

Tout est question de priorités. Pour moi, l'alimentation est à la base de la vie humaine. Alors que le rôle de l'alimentation pour notre santé, pour le climat et le rôle formateur de la cantine dans l'éducation à la saisonnalité sont reconnus, je ne pense pas que l'argument financier doit ici être mijoté de façon supplémentaire. Ma démarche veut à notre échelle apporter des réponses concrètes pour une consommation et une économie locales, pour des transports plus courts et pour une limitation des produits transformés. Par l'étude des postulats, il y a dix ans déjà, par les tests de grandeur nature réalisés par la FRI ou encore la Division commerciale ou encore dans la réponse à la question écrite de notre collègue

député Yves Gigon, le Gouvernement a toutes les cartes en main pour définir une part et mettre en œuvre aisément cette motion sans création d'une usine à gaz et sans un renchérissement massif des menus.

Il est temps de faire un choix. Soit nous privilégions aujourd'hui les produits locaux dans la restauration collective en acceptant la motion, soit nous ne voulons aucune contrainte et nous la refusons. Paraphrasant le slogan d'une filière alimentaire bien connue, toute autre décision ne serait que garniture.

M. Jacques Gerber, ministre de l'Economie et de la Santé : Exemplarité de l'Etat, investissements dans de nombreux projets, mise en place d'initiatives, vouloir que l'agriculture dégage davantage de plus-value sur les marchés, etc. Un grand nombre de projets locaux soutenus par l'Etat démontrent justement, Monsieur le Député, que le procès d'intention que vous faites au Gouvernement, par sa volonté de changer votre motion ou de transformer votre motion en postulat est faux, parce que le Gouvernement s'engage depuis des années à aider l'agriculture, à dégager le maximum de plus-values sur les marchés.

De plus, vous savez très bien que dans ce genre de choses, je ne suis pas un adepte du dogme a priori, mais plus de la faisabilité des décisions qui sont prises dans cet hémicycle. Et loin du Gouvernement de penser que cette motion transformée en postulat lui permettra de contourner le sujet et de vivre tranquillement encore dix ans supplémentaires, sans réfléchir ou mettre quelque chose en œuvre par rapport à votre motion.

Dans les faits, Monsieur le Député, très honnêtement, qui peut être contre votre motion ? Favoriser les produits locaux de saison, c'est une évidence que l'on doit faire cela. Simplement, la réalité nous montre que parfois c'est différent. Vous avez cité certains exemples qui se sont mis à ce genre de consommation. J'ai aussi des exemples inverses où des cuisines sont revenues à d'autres achats parce qu'économiquement plus soutenable pour elles. Le Gouvernement, aujourd'hui, a pris bien sûr des réflexions, des études qui ont déjà été mentionnées, également du coût relativement faible de cet approvisionnement local. Vous avez mentionné 1.50 à 2 francs dans le canton du Valais. On peut certainement arriver autour de ces chiffres, voire peut-être même arriver à zéro, mais pour cela on doit revoir complètement l'organisation de la production de ces mets et de la manière de les consommer ou de la manière dont les consommateurs veulent bien les consommer. Et pour prendre l'exemple du Lycée cantonal, imposer au cuisinier une certaine manière de faire, alors que tout autour vous avez kebabs, crêpes et consorts qui eux n'ont aucune contrainte de quelque sorte que ce soit de produire. C'est quelque part également mettre ce genre d'acteurs dans des difficultés qui, au final, ne leur permettent pas de pouvoir vivre correctement.

L'idée du Gouvernement de la transformation, encore une fois, ce n'est pas de dire qu'on ne veut rien faire. On veut juste faire quelque chose d'intelligent, de durable et qui permette réellement et encore une fois, sur le long terme, de consommer local. Ce n'est pas juste de répondre à la motion en produisant un texte qui dans le terrain ne produise rien. Ce n'est absolument pas l'objectif du Gouvernement dans le sens de sa proposition de transformation en postulat.

Vous remarquerez que, par mon propos, je ne me suis absolument pas cantonné à mon texte qui expose bien des

choses, notamment sur l'étude d'AGRIDEA de 2012 et 2014. Je pense que ça ne sert pas à grand-chose d'exposer cela aujourd'hui. On peut certainement vivre avec la motion, mais encore une fois, une motion dans un tiroir ne sert pas à grand-chose si on ne sait pas exactement où on veut aller, comment on veut y aller. C'est exactement l'objectif de la transformation en postulat. On a du matériel, il faut le mettre en musique, il faut regarder ce qui est possible, notamment actuellement avec différents départs, ces prochains mois, ces prochaines années, dans certaines cuisines collectives, pour voir si nous sommes capables d'imposer certaines normes, tout en permettant la viabilité économique des différents acteurs qui doivent vivre avec ces dernières. On estime que c'est bien par rapport à leur mode de consommation. Cela doit aussi passer par la formation, l'éducation dans la manière dont on consomme et à quel moment on consomme dans l'année.

Par rapport à vos propos, je veux défendre la position du Gouvernement dans le sens que nous ne sommes pas opposés à faire quelque chose. Mais très honnêtement, aujourd'hui décréter qu'on fait comme cela demain, nous n'en sommes pas capables sans une petite étude. Je vous remercie pour votre attention et le Gouvernement maintient la transformation dans ces circonstances en postulat.

M. Ivan Godat (VERT-E-S) : Une agriculture de proximité a besoin d'une consommation alimentaire de proximité et de ce constat, certes un peu banal, découlent une multitude de facteurs pour un réel développement durable. Seule une demande forte et constante pour un produit peut motiver un agriculteur, un boucher, un meunier ou encore un fromager de se lancer ou tout simplement de maintenir une production de denrées alimentaires de proximité.

Pour l'instant, le Jura a encore un certain nombre d'acteurs qui ont le savoir-faire de la production et de la transformation mais ils deviennent chaque année un peu moins nombreux. C'est là où cette motion a toute son importance. La restauration collective représente une part non négligeable de nos dépenses alimentaires. Comme enfant dans une crèche, écolier, écolière, étudiant, étudiante, ouvrier, ouvrière ou finalement résident d'un EMS, tôt ou tard, nous sommes tous consommateurs de repas préparés dans une cantine. En stimulant la demande pour des produits durables de proximité, tous ces établissements contribueront à maintenir une valeur ajoutée dans notre région. Les citoyennes et citoyens de la Ville de Bienne ont bien compris ce message cet automne, en acceptant à hauteur de 84% un crédit destiné à mettre en place une structure pour l'approvisionnement des crèches et écoles avec des produits de proximité et bios. La demande de définir des parts minimales évolutives tient compte du fait que le Jura n'a malheureusement pas le Seeland devant sa porte et que, dans un premier temps, nous ne pouvons pas être aussi ambitieux que la Ville de Bienne, comme l'a d'ailleurs indiqué le motionnaire.

Vous l'avez bien compris, cette motion va tout à fait dans le sens que le groupe VERT-E-S et CS-POP voudrait voir évoluer notre consommation alimentaire et notre agriculture et c'est pourquoi nous vous demandons de l'accepter sous forme de motion.

M. Edgar Sauser (PLR) : Le groupe libéral-radical a pris connaissance de la motion no 1385 de notre collègue François Monin. L'idée d'utiliser des produits locaux pour ravitailler les cuisines collectives nous semble très intéressante mais, après une discussion au sein de notre groupe, la

grande majorité de nos membres est favorable à une étude qui permettrait de connaître les incidences sur le coût des repas pour les utilisateurs ainsi que les charges supplémentaires générées par celles-ci pour la caisse de l'Etat. Un tableau des produits avec un calendrier de production et les quantités disponibles serait aussi intéressant.

Comme vous pouvez le comprendre, le groupe libéral-radical, dans sa grande majorité, ne soutiendra pas cette motion mais, par contre, le postulat serait accepté à l'unanimité si le motionnaire acceptait la transformation.

Mme Jelica Aubry-Janketic (PS) : Voici une thématique, ou plutôt un thème si je veux parler juste, n'est-ce pas Monsieur Schweingruber, un thème qui a déjà fait l'objet de plusieurs interventions au sein de notre hémicycle. Si celui-ci revient à nouveau aujourd'hui dans nos débats, c'est qu'il y a certainement encore une grande marge d'amélioration. Le texte qui nous est proposé ce jour se différencie toutefois des autres. Il est en effet demandé la mise en place d'une politique privilégiant l'approvisionnement des cuisines collectives, non seulement avec des produits de proximité mais également, et c'est ce qui le distingue des autres interventions, avec une proportion de produits issus de l'agriculture biologique suisse.

Au passage, Monsieur le député Monin, permettez-moi de relever avec satisfaction la mise en valeur dans votre texte des produits Bourgeon, puisque votre première motion sur le même sujet, déposée en mars dernier, puis retirée ensuite, ne les incluait pas dans votre texte. Je salue donc cette rectification et j'ai bien compris qu'elle faisait suite à la validation de la stratégie Projab intervenue en juin dernier. Dommage toutefois que le dépôt de la nouvelle motion incluant les produits bios intervienne juste après les votations sur l'initiative sur les pesticides de synthèse, hasard du calendrier peut-être. J'ai de la peine à y croire puisque le milieu agricole conventionnel que vous représentez avait démontré une forte résistance. Peu importe, vous avez rectifié le tir et c'est ce qui nous importe aujourd'hui.

Il y a plusieurs années de cela, lors d'une réponse à une question écrite de notre camarade Ami Lièvre, le Gouvernement indiquait qu'il souhaitait que l'agriculture biologique se développe davantage dans notre République, en particulier pour des raisons économiques et parce qu'elle renforcerait l'image positive de l'environnement naturel jurassien à l'extérieur. Les députés de notre hémicycle avaient également accepté le postulat émanant du groupe socialiste, intitulé « Vers la promotion d'un autre mode de production agricole ». Suite à ce postulat, le Parlement intégrait ce thème dans son programme de législature 2003-2006 qui visait à développer l'agriculture biologique. Il est donc temps, chères et chers collègues, de faire un pas de plus. Aujourd'hui, une belle opportunité nous est offerte pour promouvoir notre territoire jurassien car les produits issus de l'agriculture locale, et plus particulièrement de l'agriculture biologique, méritent d'être mis en valeur. Demander aux établissements qui bénéficient de subvention cantonale de s'approvisionner avec des produits de proximité, répondant aux exigences du développement durable et en proportion issus de l'agriculture biologique suisse serait à notre sens opportun.

A noter que plusieurs chefs de cuisines sont d'ores et déjà convaincus de cette politique et la mettent en œuvre au quotidien. La FRI à Courtemelon ne sert quasi exclusivement que des produits locaux. Toutefois, ses efforts doivent

être reconnus, formalisés et pérennisés par les commanditaires et les directions d'établissements. La question dépasse très largement la politique agricole et a des implications fortes en termes de choix politiques. Les bénéfices attendus d'une stratégie offensive de renforcement des produits locaux et issus du bourgeon ne sont pas seulement économiques mais également sociaux, sociétaux et environnementaux. Récemment, en lien avec des préoccupations de transports courts, de santé publique et de souveraineté alimentaire, différentes instances ont souhaité développer la part des produits alimentaires de proximité et bios dans la restauration collective, à l'instar de la Ville de Bienne où son Parlement établit des règles concrètes. En effet, dès 2023, la ville devra s'approvisionner localement et en bio à hauteur de 80%. L'hôpital des Grisons, lui, prévoit une part de 25% de produits bios et un approvisionnement local en aliments.

Les quelques exemples précités prouvent qu'il ne s'agit pas d'une utopie mais d'une pratique réaliste. Dès lors, il nous paraît important de privilégier la qualité de l'alimentation mais nous sommes également soucieux du maintien du tarif attractif. Il faudra donc veiller à ce que le prix des repas facturés ne s'envole pas. Mais l'exemple de mise en application par la Ville de Bienne démontre que c'est possible. Ainsi, une majorité du groupe socialiste soutiendra la motion telle que présentée et vous invite à en faire de même.

La présidente : Une demande de transformation a été faite. Pour être formelle, je vous demande si vous l'acceptez ou si vous la refusez ?

M. François Monin (PDC) : Je la refuse.

M. Jacques Gerber, ministre de l'Economie et de la Santé : Très rapidement, parce que l'on voit très bien que le débat s'oriente sur le type d'agriculture que l'on veut et sur le type de consommation. Très honnêtement, je dirais presque que ce n'est pas à moi d'être devant vous à la tribune. C'est une question des cuisines collectives et des liens que l'on fait avec les subventions que l'on donne à ces cuisines. Prendre cette décision ou pas ne va rien changer à la souveraineté alimentaire, s'il vous plaît. Ne mélangeons pas tout. Pas un seul gramme ne sera produit en plus ou en moins par rapport à cette décision, je crois qu'il faut être très clair. Si on en reste au 20% d'agriculture biologique, cela ne va strictement rien changer à la structure de production de l'agriculture suisse. On s'arrête à 20% parce que nous avons à peu près 20% dans le canton du Jura d'exploitations biologiques. Donc, soit vous allez au bout et vous dites, 80 à 100% de bio, là on peut être incitatif. Il est faux de dire que cela va influencer, renforcer, non. On utilise les proportions aujourd'hui existantes. Pour qu'il y ait valeur ajoutée, il faut casser le schéma où le producteur vend à un grand transformateur à des prix très bas. Ça veut dire qu'il doit pouvoir vendre en direct à des cuisines collectives, à des prix supérieurs. S'il n'arrive pas à faire cela, il n'y a aucune plus-value pour lui. S'il le fait, il y a une incidence sur le prix.

M. François Monin (PDC) : Je vais essayer de ne pas être trop long parce que le ministre, dans sa dernière allocution et sa dernière montée à la tribune a presque donné des arguments pour le soutien à ma motion. C'est un peu le but, que les exploitations ou les organes de transformation qui sont locaux, des fromageries locales comme celle du Noirmont, que l'on a subventionnée dans le Jura par des projets

de développement régional comme Créalait, vendent directement aux restaurants et aux restaurants étatiques et paraétatiques afin de supprimer des intermédiaires et créer de la plus-value. Je le remercie pour ces arguments.

Je n'ai pas voulu vous faire un procès d'intention, ne le prenez pas comme cela. J'en reviens à ce que j'ai dit avant, je pense que le Parlement et le Gouvernement se sont investis dans cette thématique depuis plus de dix ans, des études ont été faites, des postulats ont été acceptés. Les études ont été faites de manière approfondie avec un vrai sérieux. Aujourd'hui, la Fondation rurale interjurassienne a publié, comme je l'ai dit, une version résumée de l'étude et de la radiographie de toutes les cantines étatiques et paraétatiques jurassiennes en 2016. On sait exactement le coût que cela pourrait avoir, on sait quelle part on peut exiger ou pas selon les types de production.

Je pense qu'aujourd'hui on doit prendre une décision, soit on veut les renforcer et on veut imposer une partie de production locale ou pas. Je ne vais pas entrer dans le débat aujourd'hui entre les différents types de productions agricoles, je pense que ce n'est pas le débat de la motion aujourd'hui. Je pense que c'est important que tous les types de productions agricoles soient représentés aujourd'hui dans le Jura mais aussi dans la restauration collective et dans les produits locaux. Je pense qu'elles ont toutes et tous leurs avantages. Certaines auront le vent en poupe, d'autres un peu moins, mais aujourd'hui ce n'est pas le but de la motion et ce n'est pas le but du débat. Je pense qu'en dirigeant une organisation qui représente l'ensemble de l'agriculture jurassienne et non pas l'agriculture conventionnelle, Madame la députée Aubry-Janketic, je pense que j'en suis plutôt au fait de ces chiffres.

J'aimerais lever quelques craintes, afin de conclure, avant de passer au vote. J'ai eu des retours de certains groupes qui avaient peur, notamment du renchérissement de certains menus dans les cantines ainsi que de la difficulté pour les restaurateurs. Je vais relire la réponse du Gouvernement à la question écrite « Restauration collective, privilégions les produits agricoles locaux » du député Yves Gigon en 2017. Le Gouvernement écrivait : « Contrairement aux idées reçues, utiliser des produits suisses n'est pas forcément plus cher que fournir des produits importés ». L'étude complémentaire d'AGRIDEA que le ministre a citée relève que les chefs de cuisine, de manière générale, ont une idée fausse sur le prix des produits suisses. Dès lors, la transition vers une utilisation des produits suisses et locaux peut se faire sans surcoût financier important. C'était la réponse du Gouvernement. Je vous remercie pour votre soutien.

Au vote, la motion no 1385 est acceptée par 45 voix contre 5.

31. Question écrite no 3415

Protection des sols

Philippe Bassin (VERT-E-S)

Avec les fortes pluies de l'été 2021, le village d'Alle a subi six épisodes successifs d'érosion massive des sols sur de grandes surfaces cultivées en terres ouvertes (maïs, betteraves, etc.) Des maisons et des routes ont été envahies par les eaux boueuses emportées par les ruissellements en amont issus de cultures avec des bandes de terre nue entre les semis. Ce phénomène n'est pas nouveau à Alle mais il a

atteint cette année une très grande ampleur. Il va s'accroître avec le réchauffement climatique. Nous avons appris par les médias que des mesures allaient enfin être prises à Alle et que la Fondation rurale interjurassienne (FRI) s'occupait de cette problématique.

Avec des épisodes pluvieux de plus en plus violents et des parcelles cultivées en monoculture de plus en plus grandes, Alle n'est pas la seule commune du canton du Jura à être exposée à cette problématique récurrente d'érosion massive des sols.

Par exemple, depuis 1999, à Dampfreux et à Beurnevésin nous constatons régulièrement (quasi chaque année) des phénomènes érosifs majeurs (plus de deux tonnes par hectare) essentiellement dans les champs de maïs et de betteraves. Ici, les écoulements de boue finissent rarement dans les villages mais aboutissent dans des cours d'eau et/ou des dépressions. A Dampfreux, les bas-fonds sont occupés par deux bas-marais d'importance nationale (objets nos 492 et 3901). Ils sont aujourd'hui en partie étouffés par ces apports conséquents et répétitifs de matériaux terreux et ne peuvent plus remplir leur fonction écologique. Les phénomènes érosifs majeurs sont fréquents lors d'événements pluvieux intenses. Lors de précipitations plus faibles, une érosion, plus diffuse et plus fréquente, passe en général inaperçue. Elle est pourtant responsable d'une grande exportation de particules fines et de nutriments. Les cultures sarclées (betteraves et maïs) sont les plus problématiques. En plus de perte de fertilité des sols, le transport des sédiments colmate les rivières et asphyxie les zones de marais. La formation de tourbe, qui permet normalement de stocker du CO₂, est perturbée.

Lorsque des observateurs annoncent des quantités importantes de terres déplacées, souvent, les services de l'état estiment que le seuil critique n'est pas atteint, parfois sans venir faire un constat sur le terrain. Comme ces phénomènes sont récurrents, la limite des deux tonnes par hectare n'est peut-être parfois pas atteinte, mais après deux, trois ou dix ans de suite, elle est nettement dépassée et l'érosion continue.

La protection des sols est pourtant indispensable pour maintenir une agriculture durable. Pour la Suisse, des cartes ont été établies par la Confédération (map.geo.admin.ch) pour mettre en évidence les zones les plus sensibles à l'érosion. Avec les importantes surfaces arables, notamment dans les terrains en légère pente, l'Ajoie est particulièrement sujette aux risques d'érosion. Des surfaces non négligeables perdent plus de 100 tonnes par hectare par année (6 cm de terre en dix ans) selon la carte des risques d'érosion des terres arables. Ce sont des endroits où des mesures antiérosives devraient être prises. En principe, c'est aux offices du canton de surveiller ces zones sensibles. De plus, la sauvegarde des bas-marais d'importance nationale est sous la responsabilité des cantons.

Ces constats me conduisent à poser les questions suivantes au Gouvernement :

1. Que fait le Canton pour assurer la pérennité des sols fertiles soumis régulièrement à l'érosion, en raison de la pente et de la structure du terrain ?
2. Les tâches et les responsabilités sont-elles bien définies ?
3. Quelles mesures sont envisagées afin d'éviter de voir les cours d'eau et les dépressions se remplir de terres

arables et les bas-marais se combler de sédiments qui étouffent la flore rare et typique ?

4. Des remèdes sont-ils envisagés ? Comme par exemples :

- scinder les grandes surfaces cultivées intensivement et exposées à l'érosion par des haies ou des bandes herbeuses ;
- dans les grandes cultures, au sein des combes, soutenir le maintien de prairies permanentes qui permettent l'infiltration de l'eau et récupèrent les sédiments, en cas de fortes précipitations ;
- favoriser la mise en place des sous-semis (notamment dans le maïs) pour retenir le sol ;
- changer la façon de calculer les pertes de terres arables en tenant compte des pertes de terrain sur plusieurs années, afin de révéler les surfaces où il est urgent de mettre en place des mesures pertinentes.

5. Au sein du budget dévolu à l'agriculture dans le canton, quelle est la part dévolue à la lutte contre l'érosion des sols ?

Réponse du Gouvernement :

En été 2021, le village d'Alle a subi une succession d'événements météorologiques extrêmes : le ruissellement induit par des pluies torrentielles a provoqué l'érosion des terres cultivées, accentuée par la présence de cultures sarclées. Les agriculteurs concernés ont participé de leur plein gré à l'élaboration de plans de mesures pour limiter les risques à l'avenir. Il y a lieu de différencier l'érosion liée à ce genre d'événement et/ou due aux infrastructures, de l'érosion provoquée par une exploitation inadaptée de la parcelle.

Dans le canton, aucune parcelle n'est cultivée en monoculture. Des plans de rotation garantissent un assolement des parcelles cultivées le plus judicieux possible en fonction des conditions d'exploitation.

Des contrôles systématiques de l'érosion ont été réalisés à Beurnevésin et à Dampheux. Ces zones sont particulièrement surveillées lors des contrôles ciblés. A Dampheux, après de multiples interventions, aucune n'a permis de calculer une perte de sol supérieure à 2 tonnes/ha, seuil critique défini dans l'ordonnance fédérale sur les paiements directs (OPD). De plus, en 2021 et en raison des fortes intempéries, les contrôles ont été plus nombreux sur le territoire jurassien.

La carte des risques d'érosion ne permet pas de juger d'une perte de sol effective. Elle est uniquement indicatrice de dangers en fonction de certains paramètres : nature du sol et pente notamment. Des parcelles en prairies permanentes peuvent être indiquées à hauts risques alors qu'elles ne correspondent à aucun risque d'érosion. Cette carte indicative est en voie d'actualisation afin de tenir compte de zones non sensibles. Toute activité humaine a des répercussions sur l'environnement ; la culture des sols comporte effectivement des risques d'érosion qu'il s'agit de minimiser et l'érosion des terres arables trouve souvent sa source bien en amont de la parcelle agricole. L'OPD constitue le principal outil à disposition des services cantonaux de l'agriculture pour lutter contre l'érosion à l'échelle des parcelles agricoles. Par ailleurs, le Service de l'économie rurale (ECR) a contrôlé les parcelles évoquées dans la question et a clairement répondu aux sollicitations de la Fondation des Marais

de Dampheux qui dénonçait des cas d'érosion dans le périmètre des marais.

Réponse à la question 1 :

Comme l'exige l'OPD, ECR surveille l'érosion des terres agricoles à l'échelle de la parcelle. Deux types de contrôles sur le terrain sont effectués par les contrôleurs spécialisés :

- a. Des contrôles ciblés lors de périodes sensibles : printemps, début de l'été pour les cultures de printemps et automne-hiver pour les cultures d'automne. Le choix des sites contrôlés se fait sur la base de la pluviométrie, des antécédents connus, de la sensibilité des régions et de la carte des risques d'érosion : https://map.geo.admin.ch/?initialState=ERK&reset_session&lang=fr&topic=blw&bgLayer=c_h.swisstopo.pixelkarte-farbe
- b. Les contrôleurs officiels sont envoyés faire des constats lors d'annonces faites par les communes ou des particuliers.

Le processus bien établi est engagé lorsque des cas d'érosion sont constatés ; un schéma de lutte est établi et suivi.

Les règles sont édictées par l'OFAG et font l'objet de la haute surveillance de cet office.

Réponse à la question 2 :

Les tâches et responsabilités sont définies dans la section 3 de l'ordonnance cantonale sur la protection des sols, articles 7 à 9 et dans la directive du Département de l'économie et de la santé du 17 novembre 2017.

Réponse à la question 3 :

Les exigences des prestations écologiques requises (PER), édictées par l'OFAG répondent également à ces problématiques. ECR n'a pas de base légale pour obliger les agriculteurs à aller au-delà du respect des règles imposées ; mais depuis 2017, un vrai cadre existe pour limiter les problèmes et le respect des règles est contrôlé.

Pour contrer les apports indésirables de sédiments dans les cours d'eau, une mesure majeure et impérative devant entrer en vigueur à court terme est l'instauration d'un périmètre réservé aux eaux (PRE). Ce périmètre vise à définir un espace dévolu aux cours d'eau et plans d'eau pour garantir leurs fonctions naturelles. Dans cet espace, une exploitation agricole extensive est exigée. Ainsi, le labour y est interdit, de même que l'utilisation d'engrais ou de produits phytosanitaires. Les grandes cultures seront ainsi éloignées des cours d'eau et plans d'eau et le PRE jouera le rôle de zone tampon en permettant de retenir une partie des particules fines contenues dans les eaux de ruissellement.

Les milieux humides d'importance nationale, régionale ou locale doivent être protégés par la mise en place de zones tampons dont le dimensionnement doit être suffisant pour prévenir les atteintes aux biotopes, notamment par des apports de nutriments et de terre. Ces zones tampons sont définies sur la base d'études scientifiques et sont transposées dans la réalité du terrain, entraînant des contraintes importantes pour l'exploitation agricole. Leur dimensionnement fait l'objet d'une pesée d'intérêt et de négociations avec les partenaires concernés (ENV, ONG, propriétaires, exploitants agricoles), et parfois de procédures juridiques. Dans le cas des marais d'importance nationale de Dampheux, de telles zones tampons sont en place depuis

plusieurs années et l'expérience a montré que certains ajustements dans les pratiques agricoles devront encore y être apportés afin d'améliorer leur fonction. Des discussions dans ce sens sont en cours avec les acteurs agricoles concernés. Il peut s'agir de bandes herbeuses en bordure des zones tampons qui demeurent non fauchées durant les périodes où les risques d'érosion sont les plus marqués et dans des secteurs proches de cultures sarclées. L'effet attendu du PRE est de limiter les atteintes aux biotopes. En effet, les particules fines pourront être freinées et retenues par les bandes non fauchées lors d'épisodes orageux importants ; cependant, on ne peut exclure qu'une partie d'entre-elles continuera inexorablement sa course en direction des points bas. Il y a donc lieu de compléter ces mesures par des réflexions, de la sensibilisation et des adaptations à la source du problème, au sein même des cultures, et pas seulement pour garantir la protection des biotopes, mais aussi dans un souci de pérenniser une ressource clé et extrêmement lente à se reconstituer, à savoir le sol.

Réponse à la question 4 :

Les mesures à prendre sont définies en fonction de la situation, au cas par cas, lors de l'élaboration des plans de lutte contre l'érosion. En cas de récidives, les plans de mesures sont adaptés et deviennent toujours plus contraignants. Il est en premier lieu demandé de limiter la longueur des pentes en intercalant différentes cultures, voire des bandes herbeuses avant de penser à implanter des haies par exemple.

Deuxièmement, des bandes herbeuses en bordure de champ pourront être imposées au lieu d'exiger l'installation d'une prairie permanente sur toute la surface. Les autres exemples seront étudiés en fonction des possibilités agronomiques et des exigences des bases légales.

Réponse à la question 5 :

ECR n'a pas de budget spécifique pour la lutte contre l'érosion. Ce volet a été ajouté aux nombreuses tâches liées à l'application de l'OPD. Un mandat a été donné à l'AJAPI de procéder aux contrôles du respect des règles PER qui intègrent l'érosion. La prestation de contrôle est confiée à l'AJAPI, son financement est déduit des paiements directs et n'incombe donc pas au canton. Deux contrôleurs AJAPI ont été spécialement formés à la problématique érosion, afin d'établir des rapports de contrôle et à évaluer la quantité de terre perdue sur la base de la fiche technique AGRIDEA.

En application de l'ordonnance cantonale sur la protection des sols et sous la surveillance de l'Office de l'environnement, il est actuellement imposé aux nouveaux syndicats d'améliorations foncières d'intégrer la problématique érosion dans le cadre des remaniements parcellaires (RP). Cette problématique est alors abordée dès le départ de ces grands projets qui touchent fondamentalement le parcellaire. Les points sensibles sont discutés sur la base de la planification et un rapport est établi. Les agriculteurs sont conseillés après la reprise du nouvel état. Les coûts sont alors en partie subventionnés par la Confédération et par le canton au même titre que toute autre mesure du RP. La FRI, soutenue par le canton dans le cadre d'une convention de prestations déploie de nombreux efforts pour sensibiliser les agriculteurs au travers de l'enseignement, des conseils personnalisés, de la vulgarisation, des visites de cultures et du développement de projets ressources afin d'améliorer les bonnes pratiques culturelles. Enfin, le projet de protection

des ressources « Terres vivantes » se préoccupe de l'augmentation de la teneur en matière organique des sols qui a pour effet de réduire les risques d'érosion, tout comme les autres mesures de ce projet, visant à améliorer la qualité des sols.

M. Philippe Bassin (VERT-E-S) : Je suis partiellement satisfait et j'aimerais m'expliquer.

La présidente : Vous avez une minute.

M. Philippe Bassin (VERT-E-S) : Je commence par le point positif. Je salue le fait que le Gouvernement évoque la mise en place progressive par l'Office de l'environnement de mesures afin de diminuer les apports conséquents de terre dans les bas-marais d'importance nationale situés en Ajoie. Des mesures seront aussi prises afin de pérenniser la ressource clé qui est le sol dans les cultures avoisinantes.

Le négatif. Depuis 1999, je m'interroge sur la qualité scientifique et la rigueur des contrôles érosion effectués à Dampfreux et Beurnevésin, la région que je visite régulièrement. Je constate une non-prise en compte des épisodes érosifs successifs. Le 30 août 2021, avec un spécialiste d'un bureau d'études, nous avons compté plus de six tonnes par hectare de terre érodée, c'est trois fois plus que la limite autorisée. Le Gouvernement, dans sa réponse, dit : « Le Service de l'économie rurale a contrôlé les parcelles évoquées dans la question et a clairement répondu aux sollicitations de la Fondation des marais de Dampfreux », c'est-à-dire à mes interrogations qui dénonçaient des problèmes d'érosion dans le périmètre des marais. Cette affirmation est en complète contradiction avec le seul message que j'ai reçu du Service de l'économie rurale. Je vais vous le lire, il est daté du 5 juillet 2021 : « Monsieur Bassin, nous avons bien reçu votre mail avec les images et nous vous en remercions. Au vu des photos que vous nous avez transmises, nous n'enverrons pas de contrôleur érosion établir un constat. En effet, de toute évidence, nous n'atteindrons pas le seuil de perte de sol qui nous permette d'agir. Légalement, nous ne pouvons agir que selon l'ordonnance des paiements directs (OPD) par le contrôle du respect des règles PER ». Donc, je me demande sérieusement si les contrôles sont faits quand on déplore des problèmes d'érosion.

La présidente : La journée a été chargée et riche en débats. Je vous propose d'interrompre ici notre ordre du jour et de nous retrouver vendredi à 13.30 heures pour la suite avec les Départements de l'environnement et de l'intérieur. Je vous informe que nous prendrons l'ordre du jour jusqu'à 15 heures, nous n'irons pas au-delà. Si des points n'ont pas pu être traités, ils seront reportés en janvier. Le postulat au point 22 est de toute façon rapporté parce que son auteur est absent vendredi. A 15 heures, il y aura le point des élections. Je clos cette séance et vous souhaite une belle soirée. On se retrouve vendredi. Merci de votre attention. Je voulais encore souhaiter un joyeux anniversaire à Christophe Schaffter qui n'était pas là ce matin.

(La séance est levée à 17.00 heures.)